

**COMMUNE D'OLLIOULES**  
**DEPARTEMENT DU VAR**  
DIRECTION GENERALE DES SERVICES

CONSEIL MUNICIPAL DU 29 JANVIER 2018 à 18 heures  
Espace Pierre PUGET – Salle « Jean Moulin »  
2, Place Marius Trotobas

**ORDRE DU JOUR**

| Numéro   | Libellé   | Rapporteur  |
|--|---|-------------|
| <b>Adoption du compte rendu du conseil municipal du 27 décembre 2017</b> |   |             |
| <b>Marchés Publics</b>   |   |             |
| 18/01/1.1  | Nouveau règlement interne de la commande publique   | M. le Maire |
| 18/01/1.2  | Avenant n° 1 au marché de prestations intellectuelles de MOD pour la réhabilitation de l'immeuble du 39, rue Nationale et l'aménagement d'une promenade piétonne en bord de Reppe                               | M. le Maire |
| <b>Urbanisme</b>   |   |             |
| D.I.A  |   |             |
| 18/01/2.1  | Bilan des acquisitions et cessions immobilières – Exercice 2017   | G. AUDIGIER |
| <b>Finances</b>  |   |             |
| 18/01/3.1  | Attributions de subventions aux associations  | C. DEL NERO |
| 18/01/3.2  | Rapport sur l'état de la dette au 31 décembre 2017  | M. le Maire |
| 18/01/3.3  | Annulation de la décision modificative n° 2 du budget principal – Exercice 2017   | C. DEL NERO |
| <b>Administration Générale</b>   |   |             |
| Décisions L 2122-22  |   |             |
| 18/01/4.1  | Création d'un poste d'auxiliaire de puériculture principal de 2 <sup>ème</sup> classe dans le cadre de la loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique                                 | J. BAUDRAND |
| 18/01/4.2  | Adhésion de la ville d'Ollioules à la Société Publique Locale « Ingénierie Départementale 83 »  | M. le Maire |
| 18/01/4.3  | Partenariat ville d'Ollioules / Ligue Varoise de Prévention pour les actions de prévention – Exercice 2018  | M. THUILER  |
| 18/01/4.4  | Convention entre la Ville et le Conseil Départemental 83 pour la réalisation, le financement et l'entretien de 3 giratoires hors agglomération  | M. le Maire |
| 18/01/4.5  | Personnel communal : avenant n° 1 à la convention entre la ville et le Centre de Gestion 83 au titre du service de médecine préventive  | J. BAUDRAND |
| 18/01/4.6  | Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux 2018 :<br>a. Aménagement d'un terrain synthétique et rénovation de l'éclairage au Complexe Sportif Aldo Piemontesi<br>b. Extension de l'école primaire Simone Veil | M. le Maire |
| <b>Intercommunalité</b>  |   |             |
| 18/01/5.1  | Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE – Conventions de gestion transitoire : budget général et eau potable   | M. le Maire |
| 18/01/5.2  | Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'assainissement – Exercice 2016  | M. le Maire |
| 18/01/5.3  | Adhésion de la commune de RIANIS au SIVAAD  | C. BESSON   |

**LE MAIRE**  
Robert BENEVENTI

**COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR**  
**DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES**

**N° 18/01/1.1**

**SEANCE DU 29 JANVIER 2018**

**L'AN DEUX MILLE DIX HUIT ET LE VINGT NEUF JANVIER à 18 HEURES**

| NOMBRE DE CONSEILLERS |          |               |           |
|-----------------------|----------|---------------|-----------|
| EN EXERCICE           | PRESENTS | REPRESENTE(S) | ABSENT(S) |
| 33                    | 29       | 3             | 1         |

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

**PRESENTS :**

Robert BENEVENTI, Nicole BERNARDINI, Michel THUILIER, Ginette AUDIGIER, Geneviève BARBIER, Robert TEYSSIER, Monique MACIA, Dominique RIGHI, Jeannine BAUDRAND, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Hélène REZE, Jean-Louis PIERACCINI, Florence GARRONE, Antoine VACCARO, Marie-Dominique GABRIELLI, Didier MARTINA-FIESCHI, Michel OLLAGNIER, Carine BESSON, Christine DEL NERO, Pascale COGOTTI, Katell LE BLEIZ, Julien ROCCHIA, Ghislaine DESGREES DU LOU, Thierry AKSOUL, Nicole MARCHESI, Armand FIGUEREDO, Régis BRUN, Jean-Pierre RE.

**REPRESENTE(S) :**

Annick BUISSON-ETIENNE, Robert ARPINO, Stanislas ROQUEBERT.

**ABSENT(S) :**

Gérald LERDA,

|                               |                          |                           |  |
|-------------------------------|--------------------------|---------------------------|--|
| <b><u>VOTE :</u></b>          |                          |                           |  |
| <b><u>UNANIMITE :</u></b> OUI | <b><u>POUR :</u></b>     | <b><u>CONTRE(S) :</u></b> |  |
| <b><u>ABSTENTION(S) :</u></b> | <b><u>BLANC(S) :</u></b> |                           |  |

**OBJET : Nouveau règlement interne de la commande publique**

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que par délibération du 1<sup>er</sup> février 2016 la commune a approuvé un règlement interne de la commande publique en totale adéquation avec le Code des Marchés Publics.

Il convient aujourd'hui de procéder à sa réécriture au regard notamment, de l'évolution réglementaire connue depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016 résultant de lois et décrets.

Le règlement interne proposé doit permettre une parfaite efficacité dans la gestion de la commande publique qui repose sur 3 fondements :

- ⇒ La liberté d'accès à la commande publique
- ⇒ L'égalité de traitement des candidats
- ⇒ La transparence des procédures.

Monsieur le Maire confirme donc que le règlement interne de la commande publique tel que proposé répond à ces principes et permet aux services d'assurer une procédure de consultation et d'achat totalement conforme aux règles.

L'ASSEMBLEE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015,

Vu le décret 2016-360 du 25 mars 2016,

Vu le décret 2017-516 du 10 avril 2017,

Vu la loi MOP,

Considérant qu'il est opportun de modifier le règlement interne de la commande publique de la commune,

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,  
APRES DELIBERE,

APPROUVE le nouveau règlement interne de la commande publique tel qu'annexé à la présente délibération.

**LE MAIRE**  
**Robert BENEVENTI**



## VILLE D'OLLIIOULES

# REGLEMENT INTERNE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

### Préambule

Depuis le 1<sup>er</sup> Avril 2016, le Code des marchés publics est abrogé et remplacé par une nouvelle réglementation qui résulte des textes suivants :

- L'Ordonnance n°2015-899 du 23 Juillet 2015 relative aux marchés publics
- Le Décret n°2016-360 du 25 Mars 2016 relatif aux marchés publics
- Le Décret 2017-516 du 10 Avril 2017 portant diverses dispositions en matière de commande publique
- La loi MOP n°85-704 du 12 Juillet 1985.

Ces textes encadrent l'achat public pour tous les marchés dès le 1<sup>er</sup> euro dépensé et la nécessité de respecter l'ensemble des principes fondamentaux de la commande publique :

- Liberté d'accès à la commande publique,
- Egalité de traitement des candidats,
- Transparence des procédures.

Ces principes permettent d'assurer l'efficacité de la commande publique et la bonne utilisation des deniers publics.

La Commune d'Ollioules s'est fixée dans le cadre du présent règlement intérieur, des règles internes de passation de ses marchés publics et accords-cadres à procédure adaptée aux fins de respecter les principes précités, comme décrit ci-dessous :

### **ARTICLE 1 – GENERALITES**

Le Service des Marchés Publics est situé à l'espace Pierre PUGET sous le contrôle hiérarchique du Directeur Général des Services. Ce service est chargé de la gestion de l'ensemble de la procédure de l'achat public.

### **ARTICLE 2 – LES SEUILS**

Les principes de la commande publique doivent être respectés dès le premier euro dépensé. Toutefois, ce n'est qu'à partir de 25.000 € que l'Ordonnance et le Décret fixent un certain nombre de règles auxquelles on ne peut déroger :

- La publicité et la mise en concurrence sont obligatoires pour tous les marchés dont le montant est supérieur à 25.000 € HT

A compter du 1<sup>er</sup> Janvier 2018 (avis J.O. du 31/12/2017), les seuils communautaires sont les suivants :

- o **221.000 € HT pour les marchés de fournitures courantes et services,**
- o **5.548.000 € HT pour les marchés de travaux.**

Toutefois, lorsque les marchés publics de fournitures, de services ou de travaux sont inférieurs aux seuils communautaires fixés par la Commission Européenne, le Pouvoir Adjudicateur peut, soit recourir à une procédure formalisée, soit déterminer une procédure adaptée (Marché à procédure adaptée – MAPA article 27 du Décret).

En outre, les marchés de l'article 28 – marchés publics de services sociaux et autres services spécifiques – et de l'article 29 – les marchés publics de services juridiques de représentation – sont des MAPA quels que soient leurs montants.

### **ARTICLE 3 – LES PROCEDURES ADAPTEES (MAPA)**

La procédure adaptée laisse aux acheteurs publics une grande liberté pour les marchés publics et les accords-cadres passés en dessous du seuil de procédure formalisée. Cependant, l'acheteur est tenu au



respect des principes fondamentaux de la commande publique conformément aux articles 31 à 37 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

### **3.1 – Marchés d'un montant inférieur à 25.000 € HT**

- ☐ **Consultation de 3 à 5 opérateurs économiques – demandes de devis** -, en veillant à respecter les principes de la commande publique et à choisir la meilleure offre économiquement et techniquement

ou

- ☐ **Marché public négocié sans publicité ni mise en concurrence.** Ce type de procédure répond soit à un besoin ponctuel soit à un besoin dans un secteur pour lequel il y a peu d'opérateurs potentiels.

L'acheteur devra toutefois :

- Choisir une offre répondant de manière pertinente au besoin
- Respecter les principes de bonne utilisation des deniers publics
- Ne pas contracter systématiquement avec un même prestataire lorsqu'il existe une pluralité d'offres potentielles susceptibles de répondre au besoin.

**La commande devra être formalisée** par un document contractuel sous la forme d'une lettre de commande signée et accompagnée du devis correspondant.

### **3.2 – Marchés et accords-cadres d'un montant égal ou supérieur à 25.000 € HT et inférieur à 90.000 € HT pour les marchés de fournitures, de services et de travaux**

- Un écrit est obligatoire mais sa forme est libre (art. 15 du Décret).

La mise en concurrence sera réalisée sous forme de consultation directe de plusieurs prestataires susceptibles de répondre aux besoins exprimés. Cette consultation directe pourra prendre la forme de courriers, courriels ou de demande de devis.

En fonction du montant et de l'importance du marché, rien n'interdit au Pouvoir Adjudicateur de recourir à une publication pour des besoins estimés dans cette tranche. Dans cette hypothèse, la publicité et le support seront adaptés en fonction de l'importance financière du marché, de son objet, de sa spécificité ou de sa complexité et de la potentialité de candidats susceptibles de répondre aux attentes du Pouvoir Adjudicateur.

Le contenu du dossier de consultation et la publicité sont déterminés par le Service des Marchés Publics épaulé le cas échéant par un maître d'œuvre ou un assistant à maîtrise d'ouvrage.

Les documents de la consultation sont mis à la disposition des opérateurs économiques souhaitant répondre à une consultation. Ils définissent les besoins de l'acheteur et décrivent les modalités de la procédure de passation.

Les informations fournies doivent être suffisamment précises pour leur permettre de déterminer la nature et l'étendue du besoin et de décider s'ils participent ou non à la procédure.

Le délai de mise en concurrence est raisonnable et à apprécier en fonction des mêmes éléments énoncés ci-dessus.

Ces marchés pourront faire l'objet de négociations. Les négociations éventuelles seront menées par le Service des Marchés Publics.

### **3.3 – Marchés et accords-cadres de fournitures, de services et de travaux dont les montants sont supérieurs ou égaux à 90.000 € HT et inférieurs à 221.000 € HT pour les marchés de fournitures et services et inférieurs à 5.548.000 € HT pour les marchés de travaux**

La procédure de passation de ces marchés et accords-cadres est gérée par le Service des Marchés Publics.

Ces marchés et accords-cadres font nécessairement l'objet d'une publicité conforme aux dispositions prévues par l'article 34 du Décret n°2016-360 du 25 Mars 2016.

Le Pouvoir Adjudicateur publie un avis de publicité soit dans le Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics soit dans un journal habilité à recevoir des annonces légales et éventuellement dans un journal spécialisé correspondant au secteur économique concerné.

Cet avis et les pièces du marché sont systématiquement mis en ligne sur le profil acheteur de la Ville.

Le délai minimum entre l'envoi et l'avis d'appel public à la concurrence et la date limite de réception des offres doit être raisonnable. Ce délai est fixé à 21 jours calendaires minimum, qui devra être revu à la hausse notamment en tenant compte de l'objet et de la complexité du marché, du type de pièces à fournir par les candidats, d'éventuelles visites sur les lieux d'exécution ou de documents complémentaires à consulter sur place.

Ces marchés pourront faire l'objet de négociations. Les négociations éventuelles seront menées par le Service des Marchés Publics.

L'attribution de ces marchés pourra être soumise pour avis à une commission ad'hoc dénommée « Commission des marchés ». La composition de cette commission est identique à celle de la Commission d'Appel d'Offres.

#### **ARTICLE 4 – MARCHES ET ACCORDS-CADRES A PROCEDURES FORMALISEES / APPEL D'OFFRES**

Il s'agit des marchés dont le montant est supérieur à 221.000 € HT pour les fournitures et services et à 5.548.000 € HT pour les travaux.

##### **Trois types de procédures formalisées applicables :**

- L'appel d'offres ouvert (articles 66, 67 et 68 du Décret) ou restreint (articles 66, 69 et 70 du Décret)
- La procédure concurrentielle avec négociation (articles 71 à 73 du Décret)
- Le dialogue compétitif (articles 75 et 76 du Décret).

**Publication obligatoire** d'un avis de marché sur le profil acheteur de la Ville ainsi qu'au JOUE avec un complément éventuel dans la presse locale.

**Délai minimum** entre l'envoi à la publication et la date limite de remise des offres : 35 jours, réduction à 30 jours si les candidatures et les offres sont ou peuvent être transmises par voie électronique.

Les délais de réception des candidatures et des offres doivent cependant tenir compte de la complexité du marché public et du temps nécessaire aux opérateurs économiques pour préparer leur proposition.

Le **dossier de consultation des entreprises** est établi par le Service des Marchés Publics épaulé le cas échéant par un maître d'œuvre ou un assistant à maîtrise d'ouvrage.

L'**attribution** du marché est effectuée par la Commission d'Appel d'Offres sur la base d'un rapport d'analyse établi par le Service des Marchés Publics, épaulé le cas échéant par un maître d'œuvre ou un assistant à maîtrise d'ouvrage.

#### **ARTICLE 5 – SPECIFICITE DES MARCHES DE MAITRISE D'ŒUVRE (MOE)**

Les marchés publics de maîtrise d'œuvre ont pour objet l'exécution d'un ou plusieurs éléments de mission définie par l'article 7 de la loi du 12 Juillet 1985 (loi MOP), en vue de la réalisation d'un ouvrage ou d'un projet urbain ou paysager.

Les rapports entre la maîtrise d'ouvrage publique et la maîtrise d'œuvre privée sont régis par la loi du 12 Juillet 1985, modifiée par l'Ordonnance du 17 Juin 2004.

Le marché public de MOE est un **contrat obligatoirement écrit quel que soit son montant** (loi MOP et décret 93-1268 du 29 Novembre 1993) et précisant notamment :

- Le contenu de la mission décomposé en éléments de mission
- Les modalités selon lesquelles la rémunération du maître d'œuvre est fixée
- Les modalités selon lesquelles est arrêté le coût prévisionnel, assorti d'un seuil de tolérance, sur lequel s'engage le maître d'œuvre ainsi que les conséquences pour celui-ci des engagements souscrits.

La **procédure** (article 90 modifié par Décret n°2017-516 du 10 Avril 2019-art.9)

**Deux possibilités en fonction du montant de la mission.**

MAPA : procédure identique à celle des marchés de fournitures et services

Procédure formalisée : au-dessus de 221.000 € HT.

La procédure de concours est imposée pour les marchés en vue de la réalisation d'un ouvrage de bâtiments neufs.

Pas d'obligation de concours dans les cas suivants :

一 二 三 四 五 六 七 八 九 十 十一 十二 十三 十四 十五 十六 十七 十八 十九 二十 二十一 二十二 二十三 二十四 二十五 二十六 二十七 二十八 二十九 三十 三十一 三十二 三十三 三十四 三十五 三十六 三十七 三十八 三十九 四十 四十一 四十二 四十三 四十四 四十五 四十六 四十七 四十八 四十九 五十 五十一 五十二 五十三 五十四 五十五 五十六 五十七 五十八 五十九 六十 六十一 六十二 六十三 六十四 六十五 六十六 六十七 六十八 六十九 七十 七十一 七十二 七十三 七十四 七十五 七十六 七十七 七十八 七十九 八十 八十一 八十二 八十三 八十四 八十五 八十六 八十七 八十八 八十九 九十 九十一 九十二 九十三 九十四 九十五 九十六 九十七 九十八 九十九 一百

**COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR**  
**DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES**

**N° 18/01/1.2**

**SEANCE DU 29 JANVIER 2018**

**L'AN DEUX MILLE DIX HUIT ET LE VINGT NEUF JANVIER à 18 HEURES**

| NOMBRE DE CONSEILLERS |          |               |           |
|-----------------------|----------|---------------|-----------|
| EN EXERCICE           | PRESENTS | REPRESENTE(S) | ABSENT(S) |
| 33                    | 29       | 3             | 1         |

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

**PRESENTS :**

Robert BENEVENTI, Nicole BERNARDINI, Michel THUILIER, Ginette AUDIGIER, Geneviève BARBIER, Robert TEYSSIER, Monique MACIA, Dominique RIGHI, Jeannine BAUDRAND, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Hélène REZE, Jean-Louis PIERACCINI, Florence GARRONE, Antoine VACCARO, Marie-Dominique GABRIELLI, Didier MARTINA-FIESCHI, Michel OLLAGNIER, Carine BESSON, Christine DEL NERO, Pascale COGOTTI, Katell LE BLEIZ, Julien ROCCHIA, Ghislaine DESGREES DU LOU, Thierry AKSOUL, Nicole MARCHESI, Armand FIGUEREDO, Régis BRUN, Jean-Pierre RE.

**REPRESENTE(S) :**

Annick BUISSON-ETIENNE, Robert ARPINO, Stanislas ROQUEBERT.

**ABSENT(S) :**

Gérald LERDA,

|                               |                          |                           |  |
|-------------------------------|--------------------------|---------------------------|--|
| <b><u>VOTE :</u></b>          |                          |                           |  |
| <b><u>UNANIMITE :</u></b> OUI | <b><u>POUR :</u></b>     | <b><u>CONTRE(S) :</u></b> |  |
| <b><u>ABSTENTION(S) :</u></b> | <b><u>BLANC(S) :</u></b> |                           |  |

**OBJET : Marché de prestations similaires au marché de prestations intellectuelles de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour la réhabilitation de l'immeuble 39, Rue Nationale et l'aménagement d'une promenade piétonne en bord de Reppe**

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que la commune d'Ollioules a délégué à la société Var Aménagement Développement le soin de faire réaliser en son nom et pour son compte, les travaux de réhabilitation de l'immeuble 39, Rue Nationale et l'aménagement d'une promenade piétonne en bord de Reppe, dans le cadre d'un mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée.

Considérant le marché n°2016.PA05 de mandat de maîtrise d'ouvrage délégué conclu avec la SAEM Var Aménagement Développement (V.A.D.) pour un montant de 14.544,00 € HT,

Considérant l'article 1 du Cahier des Clauses Particulières (CCP) du marché ouvrant la possibilité de confier à la SAEM V.A.D., la réalisation de prestations similaires à celles prévues au marché initial sans publicité, ni mise en concurrence en application de l'article 30.1 alinéa 7 du Décret n°2016-360 du 25 Mars 2016.

Considérant que la passation d'un marché de prestations similaires répond à la volonté de la Commune de prendre en compte des travaux complémentaires à l'opération d'aménagement de la promenade piétonne en bord de Reppe à savoir :

- la réhabilitation de l'ancien pigeonnier situé en bord de Reppe et son contournement par la promenade
- la réhabilitation intérieure des WC publics.

Le montant des travaux complémentaires pour l'aménagement de la promenade s'élève à 142.600 € HT.

CONSIDERANT, qu'il convient de se prononcer sur la signature d'un marché de prestations similaires de mandat de maîtrise d'ouvrage au marché initial pour un montant de 4.278,00 € HT soit un pourcentage de 3% sur le 142.600,00 € HT des travaux complémentaires,

L'ASSEMBLEE,

OUI L'EXPOSE DE SON PRESIDENT,

APRES DELIBERE,

1 – APPROUVE le marché de prestations similaires au marché initial de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la société Var Aménagement Développement,

2 – AUTORISE Monsieur le Maire à signer ce marché de prestations similaires

3 – DIT que les dépenses seront inscrites au budget communal.

**LE MAIRE**  
**Robert BENEVENTI**



**COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR**  
**DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES**

**N° 18/01/2.1**

**SEANCE DU 29 JANVIER 2018**

**L'AN DEUX MILLE DIX HUIT ET LE VINGT NEUF JANVIER à 18 HEURES**

| NOMBRE DE CONSEILLERS |          |               |           |
|-----------------------|----------|---------------|-----------|
| EN EXERCICE           | PRESENTS | REPRESENTE(S) | ABSENT(S) |
| 33                    | 29       | 3             | 1         |

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

**PRESENTS :**

Robert BENEVENTI, Nicole BERNARDINI, Michel THULIER, Ginette AUDIGIER, Geneviève BARBIER, Robert TEYSSIER, Monique MACIA, Dominique RIGHI, Jeannine BAUDRAND, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Hélène REZE, Jean-Louis PIERACCINI, Florence GARRONE, Antoine VACCARO, Marie-Dominique GABRIELLI, Didier MARTINA-FIESCHI, Michel OLLAGNIER, Carine BESSON, Christine DEL NERO, Pascale COGOTTI, Katell LE BLEIZ, Julien ROCCHIA, Ghislaine DESGREES DU LOU, Thierry AKSOUL, Nicole MARCHESI, Armand FIGUEREDO, Régis BRUN, Jean-Pierre RE.

**REPRESENTE(S) :**

Annick BUISSON-ETIENNE, Robert ARPINO, Stanislas ROQUEBERT.

**ABSENT(S) :**

Gérald LERDA,

|                               |                          |                           |  |
|-------------------------------|--------------------------|---------------------------|--|
| <b><u>VOTE :</u></b>          |                          |                           |  |
| <b><u>UNANIMITE :</u></b> OUI | <b><u>POUR :</u></b>     | <b><u>CONTRE(S) :</u></b> |  |
| <b><u>ABSTENTION(S) :</u></b> | <b><u>BLANC(S) :</u></b> |                           |  |

**OBJET : Bilan des acquisitions et cessions immobilières - Exercice 2017**

Madame Ginette AUDIGIER, adjointe au Maire informe l'assemblée que l'article L 2241-1 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que le bilan des acquisitions et cessions opérées sur le territoire d'une commune de plus de 2 000 habitants, par elle ou par une personne publique ou privée agissant dans le cadre d'une convention avec la commune, donne lieu chaque année à une délibération du conseil municipal.

Ce bilan doit être annexé au compte administratif de la commune. Il est proposé au conseil municipal d'approuver le bilan tel qu'annexé.

L'ASSEMBLEE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant les acquisitions et cessions réalisées en 2017,

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,  
APRES DELIBERE,

APPROUVE le bilan des acquisitions et cessions de l'année 2017 tel qu'annexé.

**LE MAIRE**  
**Robert BENEVENTI**

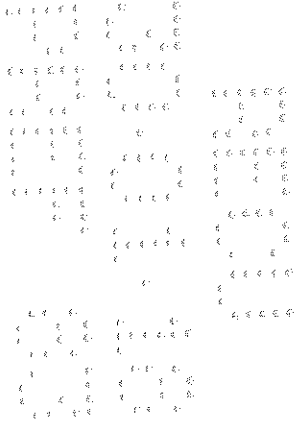


34 33 32 31 30 29 28 27 26 25 24 23 22 21 20 19 18 17 16 15 14 13 12 11 10 9 8 7 6 5 4 3 2 1

|            |                              |            |                     |             |                            |         |            |           |
|------------|------------------------------|------------|---------------------|-------------|----------------------------|---------|------------|-----------|
| 29/06/2017 | 15 avenue Georges Clémenceau | 1 immeuble | Commune d'Ollioules | DE GIOVANNI | CM 213                     | 311 m²  | Préemption | 250 000 € |
| 04/10/2017 | Avenue Georges Clémenceau    | 1 maison   | Commune d'Ollioules | CALLENES    | CM 211                     | 105 m²  | Préemption | 250 000 € |
| 24/10/2017 | 5 place de Verdun            | 1 local    | Commune d'Ollioules | SARL SIB    | CN 437-438                 | 1060 m² | Préemption | 325 000 € |
| 09/03/2017 | 41 chemin de Bonneil         | 1 maison   | EPF PACA            | BRICAIRE    | BM 184                     | 603 m²  | Préemption | 160 000 € |
| 16/03/2017 | 3470 rdn 8                   | 1 maison   | EPF PACA            | DELABY      | BM 171, 172, 164, 165, 166 | 293m²   | Préemption | 498 000 € |

Cessions

|            |                 |                     |        |                     |        |        |       |     |
|------------|-----------------|---------------------|--------|---------------------|--------|--------|-------|-----|
| 29/06/2017 | Rue René Cassin | 1 parcelle de terre | COSSU  | Commune d'Ollioules | BZ 311 | 38 m²  | Vente | 1 € |
| 29/06/2017 | Rue René Cassin | 1 parcelle de terre | DUMONT | Commune d'Ollioules | BZ 312 | 129 m² | Vente | 1 € |





**COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR**  
**DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES**

**N° 18/01/3.1**

**SEANCE DU 29 JANVIER 2018**

**L'AN DEUX MILLE DIX HUIT ET LE VINGT NEUF JANVIER à 18 HEURES**

| NOMBRE DE CONSEILLERS |          |               |           |
|-----------------------|----------|---------------|-----------|
| EN EXERCICE           | PRESENTS | REPRESENTE(S) | ABSENT(S) |
| 33                    | 29       | 3             | 1         |

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

**PRESENTS :**

Robert BENEVENTI, Nicole BERNARDINI, Michel THUILIER, Ginette AUDIGIER, Geneviève BARBIER, Robert TEYSSIER, Monique MACIA, Dominique RIGHI\*, Jeannine BAUDRAND, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Hélène REZE, Jean-Louis PIERACCINI, Florence GARRONE, Antoine VACCARO, Marie-Dominique GABRIELLI, Didier MARTINA-FIESCHI, Michel OLLAGNIER, Carine BESSON, Christine DEL NERO, Pascale COGOTTI, Katell LE BLEIZ, Julien ROCCHIA, Ghislaine DESGREES DU LOU, Thierry AKSOUL, Nicole MARCHESI, Armand FIGUEREDO, Régis BRUN, Jean-Pierre RE.

**REPRESENTE(S) :**

Annick BUISSON-ETIENNE, Robert ARPINO, Stanislas ROQUEBERT.

**ABSENT(S) :**

Gérald LERDA,

\* Dominique RIGHI sort de la salle et ne participe pas au vote

|                               |     |                          |                           |
|-------------------------------|-----|--------------------------|---------------------------|
| <b><u>VOTE :</u></b>          |     |                          |                           |
| <b><u>UNANIMITE</u> :</b>     | OUI | <b><u>POUR :</u></b>     | <b><u>CONTRE(S) :</u></b> |
| <b><u>ABSTENTION(S) :</u></b> |     | <b><u>BLANC(S) :</u></b> |                           |

**OBJET : Attributions de subventions aux associations**

Madame Christine DEL NERO, conseillère municipale informe l'assemblée qu'il convient de se prononcer sur diverses attributions de subventions aux associations.

• **Subventions socio-éducatives – 20/6574**

- |  |            |
|--|------------|
| - Lycée Paul Langevin                          | 330,00 €   |
| 11 élèves ollioulais en Italie                 |            |
| - Externat Saint Joseph                        | 450,00 €   |
| 15 élèves ollioulais à Saint Léger les Mèlèzes |            |
| - Externat Saint Joseph                        | 1 050,00 € |
| 35 élèves ollioulais à PAE mini séjours        |            |

• **Subventions exceptionnelles et diverses – 025/6574**

- |                                       |          |
|---------------------------------------|----------|
| - Ensemble Polyphonique d'Ollioules   | 500,00 € |
| Déplacement à UGINE du 11 au 13.05.18 |          |

• **Subventions au centre aéré – 4211/6574**

- soutien maximal de 4 500 € à raison de 150 € / enfant pour un plafond de 30 enfants

- **Subventions association d'insertion - 324/6574**

- Association ACCES 10 000,00 €  
Chantier d'insertion du terrain ROMAN

- **Subvention sociale - 520/6573**

- C.C.A.S – Acompte 2018 50 000,00 €

- **Subvention enfance - 642/6574**

- Crèche Les Touchatous 29 257,61 €

- **Subventions aux C.I.L - 8223/6574**

- C.I.L La Tourelle 150,00 €  
Abattage d'un palmier

L'ASSEMBLEE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,  
APRES DELIBERE,

APPROUVE les attributions de subventions énoncées ci-dessus.

**LE MAIRE**  
**Robert BENEVENTI**



**COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR**  
**DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES**

**N° 18/01/3.2**

**SEANCE DU 29 JANVIER 2018**

**L'AN DEUX MILLE DIX HUIT ET LE VINGT NEUF JANVIER à 18 HEURES**

| NOMBRE DE CONSEILLERS |          |               |           |
|-----------------------|----------|---------------|-----------|
| EN EXERCICE           | PRESENTS | REPRESENTE(S) | ABSENT(S) |
| 33                    | 29       | 3             | 1         |

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

**PRESENTS :**

Robert BENEVENTI, Nicole BERNARDINI, Michel THUILIER, Ginette AUDIGIER, Geneviève BARBIER, Robert TEYSSIER, Monique MACIA, Dominique RIGHI, Jeannine BAUDRAND, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Hélène REZE, Jean-Louis PIERACCINI, Florence GARRONE, Antoine VACCARO, Marie-Dominique GABRIELLI, Didier MARTINA-FIESCHI, Michel OLLAGNIER, Carine BESSON, Christine DEL NERO, Pascale COGOTTI, Katell LE BLEIZ, Julien ROCCHIA, Ghislaine DESGREES DU LOU, Thierry AKSOUL, Nicole MARCHESI, Armand FIGUEREDO, Régis BRUN, Jean-Pierre RE.

**REPRESENTE(S) :**

Annick BUISSON-ETIENNE, Robert ARPINO, Stanislas ROQUEBERT.

**ABSENT(S) :**

Gérald LERDA,

|  |                         |   |
|--|-------------------------|---|
| <b><u>VOTE :</u></b><br><b><u>UNANIMITE</u></b> : NON<br><b><u>ABSTENTION(S)</u></b> : 2 | <b><u>POUR</u></b> : 30 | <b><u>CONTRE(S)</u></b> :<br><b><u>BLANC(S)</u></b> : |
|--|-------------------------|---|

**OBJET : Rapport sur l'état de la dette au 31 décembre 2017**

Monsieur le Maire informe l'assemblée qu'il convient de présenter au conseil municipal un bilan précis de la situation de la commune en matière d'endettement.

Monsieur le Maire rappelle que le financement des investissements de la commune repose toujours sur une politique volontariste de financement fondée sur 3 moyens.

- L'épargne
- Les ressources externes institutionnelles notamment constituées de dotations et subventions.
- L'emprunt qui est un financement d'équilibre des opérations.

Cette permanence dans la méthode de financement admet comme principe corollaire la nécessité d'un recours à l'emprunt raisonné pour ne pas pénaliser par des frais financiers élevés notre capacité d'épargne.

Monsieur le Maire propose donc, annexé à la présente, un état précis de la dette directe contractée par la ville qui permet par comparaison d'envisager des marges de manœuvre pour les exercices à venir. L'analyse proposée permet d'apprécier outre le niveau

d'endettement, la nature des prêts réalisés et leurs caractéristiques, la destination des prêts, leur durée résiduelle.

Cette analyse est complétée d'une mesure du niveau de la dette garantie par la ville vis-à-vis essentiellement des bailleurs sociaux.

L'ASSEMBLEE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant la volonté d'informer le conseil municipal sur la politique d'endettement de la commune,

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,  
APRES DELIBERE,

PREND acte du rapport annexé relatif à la dette directe contractée par la ville.

**LE MAIRE**  
**Robert BENEVENTI**



## DETTE COMMUNALE

### 1. CONSTAT

#### BUDGET PRINCIPAL

La dette communale en commune d'Ollioules évolue favorablement, comme le confirme l'évolution comparée du capital restant dû (budget principal).

|                    | 1 <sup>er</sup> .01.2015 | 1 <sup>er</sup> .01.2016 | 1 <sup>er</sup> .01.2017 | 1 <sup>er</sup> .01.2018 |
|--------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|
| Capital restant dû | 5 325 171                | 5 016 603                | 4 698 967                | 4 419 932                |

Sur ces bases et sans recours à l'emprunt en 2018, le CRD au 31 décembre 2018 (1<sup>er</sup> janvier 2019) est estimé à 4 172 577 €.

La dette est constituée de 15 emprunts dont la répartition par prêteur est la suivante :

| Prêteurs                      | Nombre de prêts | CRD au 31.12.2018 |
|-------------------------------|-----------------|-------------------|
| DEXIA – SFL                   | 3               | 2 629 479         |
| CREDIT AGRICOLE               | 1               | Echu en 2018      |
| CAISSE DEPOTS & CONSIGNATIONS | 9               | 1 422 375         |
| CAISSE D'EPARGNE              | 2               | 120 723           |
|                               | 15              | 4 172 577         |

Ces 15 prêts sont à taux fixe avec :

- 4 emprunts en échéances trimestrielles
- 11 emprunts en échéances annuelles

Le taux moyen de la dette est de 2,76 % en 2018 contre 2,86 % en 2017.

- Les emprunts réalisés auprès de la CDC sont des emprunts à taux fixe adossés au taux du livret A et réalisés pour le financement d'opérations de réhabilitation de logements sociaux.
- Les emprunts auprès la Société de Financement Local (ex DEXIA) sont assis sur des taux dits structurés et ont été réalisés pour l'opération de la Castellane (acquisition et travaux).

Au 31 décembre 2017 (1.01.2018) pour ces 2 emprunts, les CRD et taux sont les suivants :

|                                |     |              |
|--------------------------------|-----|--------------|
| - acquisition de la CASTELLANE | CRD | 1 409 312,07 |
| - travaux de la CASTELLANE     | CRD | 942 883,16   |

représentant 53,2 % de l'encours de dette contre 51,6 % en n-1 et avec respectivement des taux de 3,65 % et 4,31 %.

## SERVICE DES EAUX

Concernant le budget du service des eaux au 31.12.2017, le CRD est de 527 238 €. Il s'agit d'un emprunt contracté pour la construction du réservoir. Cette dette est transférée à la Métropole à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

## DETTE GARANTIE

Pour essentiellement les bailleurs sociaux, la commune a garanti les emprunts réalisés à hauteur de 50 %. Au 31.12.2018, le CRD garanti s'élève à 7 573 677 €.

## 2. ANNEE EN COURS & PERSPECTIVES

Depuis 2014, il n'y a pas eu de recours à l'emprunt. Par contre, un emprunt à taux révisable a été remboursé sans indemnité.

Pour 2018, le remboursement du capital de la dette est estimé à 247 414 € (dépenses d'investissement), les intérêts à payer sont estimés à 162 067 € (dépense de fonctionnement), au terme de l'exercice et sans recours à l'emprunt le CRD sera de 4 172 577 €.

Pour les exercices à venir, la commune, dans le cadre de sa politique de production et réhabilitation de logements sociaux, n'a pas appelé des emprunts CDC sur certaines opérations.

Ce potentiel de recours à l'emprunt est le suivant :

- 5 & 7, rue Gambetta 359 461 €
- Ex gendarmerie 91 626 €
- Avenue Dagnan 295 748 €
- 1, rue Marceau 253 716 €

soit un potentiel de prêt de 936 838 €.

## 3. ANALYSE COMPARATIVE

Dette par habitant

|                               | OLLIOULES           |                     |                     | MOYENNE             |                     |       |
|-------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|-------|
|                               | Dette au<br>1.01.16 | Dette au<br>1.01.17 | Dette au<br>1.01.18 | Nationale<br>strate | Régionale<br>strate | IPM   |
| Dette en<br>€ par<br>habitant | 369,50 €            | 350,20 €            | 324,73 €            | 934 €               | 1 239 €             | 810 € |

Population 2016 : 13 578

Population 2017 : 13 417

Population 2018 : 13 611

En termes d'indicateur financier, le ratio d'endettement est celui du CRD rapporté aux recettes réelles de fonctionnement. Pour Ollioules, au 31.12.2017 ce rapport est estimé à 0,32. Le seuil d'alerte est de 1,21.

Un second paramètre consiste à mesurer la capacité de désendettement de la Ville qui mesure la solvabilité de la commune. Il s'agit de comparer le niveau de l'épargne brute à l'encours. A Ollioules, en année le résultat est proche de 1,00 an. La moyenne des communes est située entre 5 et 7 ans, le seuil critique entre 10 & 12 ans.

**COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR**  
**DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES**

**N° 18/01/3.3**

**SEANCE DU 29 JANVIER 2018**

**L'AN DEUX MILLE DIX HUIT ET LE VINGT NEUF JANVIER à 18 HEURES**

| NOMBRE DE CONSEILLERS |          |               |           |
|-----------------------|----------|---------------|-----------|
| EN EXERCICE           | PRESENTS | REPRESENTE(S) | ABSENT(S) |
| 33                    | 29       | 3             | 1         |

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

**PRESENTS :**

Robert BENEVENTI, Nicole BERNARDINI, Michel THUILIER, Ginette AUDIGIER, Geneviève BARBIER, Robert TEYSSIER, Monique MACIA, Dominique RIGHI, Jeannine BAUDRAND, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Hélène REZE, Jean-Louis PIERACCINI, Florence GARRONE, Antoine VACCARO, Marie-Dominique GABRIELLI, Didier MARTINA-FIESCHI, Michel OLLAGNIER, Carine BESSON, Christine DEL NERO, Pascale COGOTTI, Katell LE BLEIZ, Julien ROCCHIA, Ghislaine DESGREES DU LOU, Thierry AKSOUL, Nicole MARCHESI, Armand FIGUEREDO, Régis BRUN, Jean-Pierre RE.

**REPRESENTE(S) :**

Annick BUISSON-ETIENNE, Robert ARPINO, Stanislas ROQUEBERT.

**ABSENT(S) :**

Gérald LERDA,

|                                 |                          |                           |  |
|---------------------------------|--------------------------|---------------------------|--|
| <b><u>VOTE :</u></b>            |                          |                           |  |
| <b><u>UNANIMITE</u> : NON</b>   | <b><u>POUR</u> : 30</b>  | <b><u>CONTRE(S)</u> :</b> |  |
| <b><u>ABSTENTION(S)</u> : 2</b> | <b><u>BLANC(S)</u> :</b> |                           |  |

**OBJET : Annulation de la décision modificative n° 2 du budget principal – Exercice 2017**

Madame Christine DEL NERO, conseillère municipale rappelle à l'assemblée que par délibération du 27 décembre 2017 une décision modificative n° 2 relative au budget principal a été proposée au Conseil Municipal.

Cette décision modificative se fondait sur la reprise de provisions anciennement constituées et sur des opérations d'ordre budgétaire. Il convient pour sécuriser l'exercice budgétaire 2017, d'annuler cette décision modificative n° 2, le budget général restant équilibré en section de fonctionnement à 15 670 000 € et en section d'investissement à 16 628 000 €.

L'ensemble des opérations proposées lors de cette décision modificative n° 2 du budget 2017 sera repris sur l'exercice 2018.

L'ASSEMBLEE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant la nécessité de procéder à l'annulation de la décision modificative n° 2 votée le 27 décembre 2017 relative au budget principal,

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,  
APRES DELIBERE,

1. APPROUVE l'annulation de la décision modificative n° 2 relative au budget principal votée le 27 décembre 2017.
2. PREND acte que le budget général après la décision modificative n° 1 est équilibré en section de fonctionnement à 15 670 000 € et en section d'investissement à 16 628 000 €.

**LE MAIRE**  
**Robert BENEVENTI**





**COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR**  
**DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES**

**N° 18/01/4.1**

**SEANCE DU 29 JANVIER 2018**

**L'AN DEUX MILLE DIX HUIT ET LE VINGT NEUF JANVIER à 18 HEURES**

| NOMBRE DE CONSEILLERS |          |               |           |
|-----------------------|----------|---------------|-----------|
| EN EXERCICE           | PRESENTS | REPRESENTE(S) | ABSENT(S) |
| 33                    | 29       | 3             | 1         |

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

**PRESENTS :**

Robert BENEVENTI, Nicole BERNARDINI, Michel THUILIER, Ginette AUDIGIER, Geneviève BARBIER, Robert TEYSSIER, Monique MACIA, Dominique RIGHI, Jeannine BAUDRAND, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Hélène REZE, Jean-Louis PIERACCINI, Florence GARRONE, Antoine VACCARO, Marie-Dominique GABRIELLI, Didier MARTINA-FIESCHI, Michel OLLAGNIER, Carine BESSON, Christine DEL NERO, Pascale COGOTTI, Katell LE BLEIZ, Julien ROCCHIA, Ghislaine DESGREES DU LOU, Thierry AKSOUL, Nicole MARCHESI, Armand FIGUEREDO, Régis BRUN, Jean-Pierre RE.

**REPRESENTE(S) :**

Annick BUISSON-ETIENNE, Robert ARPINO, Stanislas ROQUEBERT.

**ABSENT(S) :**

Gérald LERDA,

|                               |                   |                          |                           |
|-------------------------------|-------------------|--------------------------|---------------------------|
| <b><u>VOTE :</u></b>          |                   |                          |                           |
| <b><u>UNANIMITE</u> :</b>     | <b><u>OUI</u></b> | <b><u>POUR :</u></b>     | <b><u>CONTRE(S) :</u></b> |
| <b><u>ABSTENTION(S) :</u></b> |                   | <b><u>BLANC(S) :</u></b> |                           |

**OBJET : Création d'un poste d'auxiliaire de puériculture principal de 2<sup>ème</sup> classe dans le cadre de l'article 3-2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale**

Madame Jeannine BAUDRAND, adjointe au Maire, informe l'assemblée qu'il convient de recourir au recrutement d'un contractuel dans le cadre de l'article 3-2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, pour une durée maximale de 6 mois renouvelable une fois pour répondre à un besoin identifié dans notre centre multi-accueil « La Charmerie.

Pour ce faire, il est proposé de créer :

- 1 emploi à temps non complet (28heures) sur le grade d'auxiliaire de puériculture principal de 2<sup>ème</sup> classe, 1<sup>er</sup> échelon rémunéré sur la base des indices afférents

Le ou la candidate recruté(e) devra être titulaire du diplôme d'état d'auxiliaire de puériculture.

L'ASSEMBLEE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n° 84-53 DU 26 janvier 1984 prise dans son article 3 alinéa 2,

Considérant qu'il convient de créer 1 poste dans les conditions définies ci-dessus pour une durée de 6 mois renouvelable une fois maximum rémunérés sur la base du grade d'auxiliaire principal de puériculture de 2<sup>ème</sup> classe, 1<sup>er</sup> échelon,

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,  
APRES DELIBERE,

1. DECIDE la création d'un poste de contractuel sur un emploi non permanent conformément à l'article 3-2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.
2. DIT que la rémunération sera effectuée sur la base du grade d'auxiliaire de puériculture principal de 2<sup>ème</sup> classe, 1<sup>er</sup> échelon.
3. DIT que les crédits nécessaires seront inscrits au BP 2018 compte 8221/64131.

**LE MAIRE**  
**Robert BENEVENTI**



**COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR**  
**DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES**

**N° 18/01/4.2**

**SEANCE DU 29 JANVIER 2018**

**L'AN DEUX MILLE DIX HUIT ET LE VINGT NEUF JANVIER à 18 HEURES**

| NOMBRE DE CONSEILLERS |          |               |           |
|-----------------------|----------|---------------|-----------|
| EN EXERCICE           | PRESENTS | REPRESENTE(S) | ABSENT(S) |
| 33                    | 29       | 3             | 1         |

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

**PRESENTS :**

Robert BENEVENTI, Nicole BERNARDINI, Michel THUILLIER, Ginette AUDIGIER, Geneviève BARBIER, Robert TEYSSIER, Monique MACIA, Dominique RIGHI, Jeannine BAUDRAND, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Hélène REZE, Jean-Louis PIERACCINI, Florence GARRONE, Antoine VACCARO, Marie-Dominique GABRIELLI, Didier MARTINA-FIESCHI, Michel OLLAGNIER, Carine BESSON, Christine DEL NERO, Pascale COGOTTI, Katell LE BLEIZ, Julien ROCCHIA, Ghislaine DESGREES DU LOU, Thierry AKSOUL, Nicole MARCHESI, Armand FIGUEREDO, Régis BRUN, Jean-Pierre RE.

**REPRESENTE(S) :**

Annick BUISSON-ETIENNE, Robert ARPINO, Stanislas ROQUEBERT.

**ABSENT(S) :**

Gérald LERDA,

|                               |                          |                           |  |
|-------------------------------|--------------------------|---------------------------|--|
| <b><u>VOTE :</u></b>          |                          |                           |  |
| <b><u>UNANIMITE :</u></b> OUI | <b><u>POUR :</u></b>     | <b><u>CONTRE(S) :</u></b> |  |
| <b><u>ABSTENTION(S) :</u></b> | <b><u>BLANC(S) :</u></b> |                           |  |

**OBJET : Adhésion de la ville d'Ollioules à la Société Publique Locale « Ingénierie Départementale 83 »**

Monsieur le Maire informe l'assemblée que la commune est appelée à adhérer à la Société Publique Locale (SPL) « Ingénierie Départementale 83 ».

Cette SPL soutenue activement par le Conseil Départemental est une des réponses à la baisse des ressources financières des communes conjuguée à des besoins croissants d'ingénierie publique.

Ainsi, cette nouvelle entité prend la forme d'une Société Anonyme à capital exclusivement public, regroupant des communes, des communautés de communes et des syndicats mixtes de secteur rural du département.

Monsieur le Maire explique que cette SPL dénommée « ingénierie Départementale 83 » a pour objet de réaliser des prestations de conseil et d'assistance au profit exclusivement des collectivités locales actionnaires et sur leur territoire, notamment en ce qui concerne la préparation de tous projets relevant de leurs compétences. Considérée comme un opérateur interne aux actionnaires, la SPL « Ingénierie Départementale 83 » n'est pas soumise au Code des Marchés Publics pour les prestations effectuées au profit de leurs membres, sauf si elle a recours à des prestations externes. S'inscrivant dans le pragmatisme et guidée par la solidarité territoriale, la vocation concrète de cette SPL est d'apporter une réponse au plus près du terrain, adaptée aux besoins des territoires et aux problèmes très concrets rencontrés quotidiennement par les élus.

Dès lors, la SPL, pour remplir ses missions, mettra en place des équipes pluridisciplinaires d'experts publics et privés en fonction de la nature des projets à étudier. Elle sera également un outil ressource pour les collectivités locales actionnaires chaque fois que ces dernières auront à traiter de sujets techniques, juridiques et financiers.

Monsieur le Maire précise enfin que cette société publique locale, d'un capital de 151 200 € (200 € l'action) pourra également être un outil opérationnel chaque fois que l'initiative privée fera défaut et chaque fois que des projets de mutualisation de moyens émergeront.

L'ASSEMBLEE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n° 2010-559 du 28 mai 2010 pour le développement des sociétés publiques locales,

Vu le projet de statuts de la SPL « Ingénierie Départementale 83 » annexés à la présente,

Considérant l'intérêt de la commune de pouvoir disposer par le biais de cette société publique locale des conseils d'experts qui lui font défaut,

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,  
APRES DELIBERE,

1. ADHERE à la Société Publique Locale dénommée « Ingénierie Départementale 83 » société anonyme au capital de 151 200 €.
2. ACHETE 1 action au prix unitaire de 200 €.
3. DIT que la commune acquittera une redevance d'abonnement annuelle de 0,40 € par habitant plafonnée à 5 000 €.
4. INSCRIT les crédits nécessaires à cet achat à l'article 261 du budget 2018 de la commune.
5. APPROUVE les statuts de la société ci-annexés.
6. DESIGNER M. Thierry AKSOUL représentant la commune dans les instances de la Société Publique Locale « Ingénierie Départementale 83 ».
7. AUTORISE Monsieur le Maire à accomplir tous actes et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**LE MAIRE**  
**Robert BENEVENTI**



**COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR**  
**DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES**

**N° 18/01/4.3**

**SEANCE DU 29 JANVIER 2018**

**L'AN DEUX MILLE DIX HUIT ET LE VINGT NEUF JANVIER à 18 HEURES**

| NOMBRE DE CONSEILLERS |          |               |           |
|-----------------------|----------|---------------|-----------|
| EN EXERCICE           | PRESENTS | REPRESENTE(S) | ABSENT(S) |
| 33                    | 29       | 3             | 1         |

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

**PRESENTS :**

Robert BENEVENTI, Nicole BERNARDINI, Michel THUILIER, Ginette AUDIGIER, Geneviève BARBIER, Robert TEYSSIER, Monique MACIA, Dominique RIGHI, Jeannine BAUDRAND, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Hélène REZE, Jean-Louis PIERACCINI, Florence GARRONE, Antoine VACCARO, Marie-Dominique GABRIELLI, Didier MARTINA-FIESCHI, Michel OLLAGNIER, Carine BESSON, Christine DEL NERO, Pascale COGOTTI, Katell LE BLEIZ, Julien ROCCHIA, Ghislaine DESGREES DU LOU, Thierry AKSOUL, Nicole MARCHESI, Armand FIGUEREDO, Régis BRUN, Jean-Pierre RE.

**REPRESENTE(S) :**

Annick BUISSON-ETIENNE, Robert ARPINO, Stanislas ROQUEBERT.

**ABSENT(S) :**

Gérald LERDA,

|                               |                          |                           |  |
|-------------------------------|--------------------------|---------------------------|--|
| <b><u>VOTE :</u></b>          |                          |                           |  |
| <b><u>UNANIMITE :</u></b> OUI | <b><u>POUR :</u></b>     | <b><u>CONTRE(S) :</u></b> |  |
| <b><u>ABSTENTION(S) :</u></b> | <b><u>BLANC(S) :</u></b> |                           |  |

**OBJET : Partenariat Ville d'Ollioules / Ligue Varoise de Prévention pour les actions de prévention – Exercice 2018**

Monsieur Michel THUILIER, adjoint au Maire rappelle à l'assemblée l'étroit partenariat tissé maintenant depuis de nombreuses années avec la Ligue Varoise de Prévention (LVP) pour :

- la mise en place d'une équipe de correspondants de nuit sur la commune d'Ollioules,
- la mise en place d'une équipe de prévention spécialisée auprès des jeunes et des familles.

Monsieur THUILIER précise que cette action s'inscrit totalement dans le cadre des stratégies territoriales de sécurité de la commune.

Ce partenariat, entièrement décrit sur ses moyens et ses ambitions dans la convention d'objectifs annexée, nécessite une participation communale annuelle de 66 564 € versée mensuellement (5 547 €/mois) et s'appuie sur un effectif fourni par la LVP de 5,00 ETP.

L'ASSEMBLEE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les délibérations communales actant du partenariat effectif tissé depuis de nombreuses années avec la LVP,

Considérant la volonté politique affirmée de la Ville de maintenir ce service de proximité,

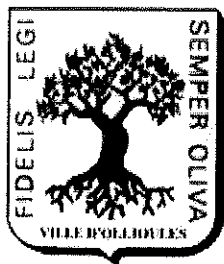
Considérant le maintien de la participation financière sollicitée par la Ville,

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,  
APRES DELIBERE,

1. APPROUVE la convention d'objectifs annexée entre la Ville et la LVP.
2. AUTORISE Monsieur le Maire à la signer.
3. DIT que la dépense est prévue au BP 2018 compte 521/6574.

**LE MAIRE**  
**Robert BENEVENTI**





## CONVENTION D'OBJECTIFS 2018

### VILLE D'OLLIOULES – ASSOCIATION LIGUE VAROISE DE PREVENTION

Entre

La **Ville d'Ollioules** représenté par son Maire, Robert BENEVENTI,  
et désignée sous le terme « la Ville », agissant en vertu de la délibération n°..... du Conseil  
Municipal du [jour-mois-année] d'une part,

Et

La **ligue varoise de prévention**, association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901, dont le siège  
social est situé, 68 avenue Victor Agostini, 83000 TOULON, représentée par son Président  
Jean-Jacques Ceris,  
et désignée sous le terme « l'Association », d'autre part,  
N° SIRET :30112570400041

Il est convenu ce qui suit :

#### Préambule

Considérant le projet initié et conçu par l'Association :

- de mettre en place une équipe de correspondants de nuit, désignée ci-après CDN, sur le territoire d'Ollioules,
  - de mettre en place une équipe de prévention spécialisée auprès des jeunes et des familles,
  - d'organiser des actions socio éducatives,
- Conforme à son objet statutaire.

La Ville, dans le cadre de ses stratégies territoriales de sécurité a décidé de participer financièrement au fonctionnement de la LVP.

#### Article 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir dans un cadre général d'une durée d'un an les objectifs communs et engagements réciproques entre la Ville et l'Association.

#### Article 2 – Participation financière de la Ville d'Ollioules

##### 2.1 Contribution financière

**L'action de la LVP est réalisée dans le cadre d'un co-financement avec le Conseil Départemental et le Conseil Régional selon le budget prévisionnel ci-joint.**

Pour soutenir l'Association dans l'exécution de ses missions, la Ville lui apporte une aide financière sous forme d'une subvention annuelle d'un montant de **66 564 euros**.

##### 2.2 Modalités de versement de la contribution financière

La contribution financière sera attribuée mensuellement sur présentation d'une facture.  
La contribution financière sera créditée au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur.

Les versements seront effectués à : la LVP.

au compte : *Crédit Opératif Toulon*

| Code établissement | Code guichet | Numéro de compte | Clé RIB |
|--------------------|--------------|------------------|---------|
| 42559              | 00036        | 51020012817      | 70      |

### **Article 3 – Actions de la Ligue Varoise de Prévention**

**Personnels affectés à l'action : 5.00 ETP :**

- 2 ETP éducatif jour**
- 3 ETP correspondant de nuit**
- 1 chef de service**

#### **Article 3-1 – Participation au titre des Correspondants de nuit**

L'association s'engage à :

Assurer une présence sur l'ensemble du territoire de la Commune pour l'ensemble de la population.

**L'action des CDN comprend :**

- des actions de prévention et de médiation,
- des actions de veille résidentielles,
- des actions de veille sociale,
- la participation aux cellules de veille hebdomadaires du CLSPD, dans laquelle tous les intervenants du territoire se coordonnent et s'articulent dans une recherche de mieux vivre ensemble au plus près de la demande des habitants et de l'observation du terrain.
- des actions de partenariats avec le CCAS, les structures enfance et jeunesse de la ville, la MIAJ, l'ASE, les UTS.

Ces actions portent sur l'ensemble du territoire de la ville et s'adresse à l'ensemble des catégories de la population.

Les CDN respectent les règles déontologiques d'anonymat et de libre adhésion.

Les objectifs sont de :

- rassurer le public et faire diminuer le sentiment d'isolement et d'insécurité
- prévenir la délinquance et les incivilités
- protéger le cadre de vie du logement et les biens des personnes, par une présence dissuasive
- être relais de proximité, de complémentarité des intervenants sociaux de jour

Le temps de présence est fixé comme suit :

17h - 1h du lundi au samedi

#### **Article 3-2 – Participation au titre de la prévention spécialisée**

**L'action des éducateurs spécialisés comprend :**

- des actions tendant à permettre aux intéressés d'assurer leur propre prise en charge et leur insertion sociale,
- des actions dites de prévention spécialisée auprès des jeunes et des familles en difficulté ou en rupture avec leur milieu,
- des actions d'animation socio-éducatives



- des actions de partenariats avec le CCAS, les structures enfance et jeunesse de la ville, la MIAJ, l'ASE, les UTS, les éducateurs mandatés, l'ASE, les polices nationale et municipale.

Cela dans le respect de la libre adhésion et de l'anonymat des jeunes, comme stipule la circulaire de 1972 de la direction générale de la santé relative aux clubs et équipes de prévention.

Cette action se situe sur les établissements scolaires en priorité mais aussi, en fonction des besoins identifiés en cellule de veille du CLSPD, sur différents secteurs de la commune.

La présence en cellule de veille hebdomadaire ou en en Cellule de citoyenneté et de tranquillité publique sera programmée en fonction des besoins.

Les objectifs tendent à permettre aux individus et aux familles d'assurer leur propre prise en charge et insertion sociale, réduire les difficultés et les risques de rupture avec leur propre milieu, et en prévenir les violences qui en découlent,

- Maintenir et développer le partenariat avec les établissements scolaires, en recherchant le développement des conventionnements en place, privilégiant le contact avec les jeunes, et dans les écoles, où le contact est articulé entre l'enfant, le professeur des écoles et les parents.
- Renforcer les interventions avec les écoles primaires autour prioritairement des niveaux CM1/CM2 sur les accompagnements individualisés et des ateliers portant attention aux comportements de respect et de non-violence.
- Agir en développement local avec les moyens partenariaux de la prévention spécialisée, en favorisant l'intervention des acteurs sociaux auprès des habitants, et l'implication de ceux-ci dans le développement de leur quartier.
- Organiser des projets de séjours encadrés à l'intention de groupes comprenant des mineurs dans les périodes où leur présence et leur comportement peuvent être mal ressentis.
- Favoriser l'insertion des jeunes majeurs et des jeunes sans solution ni de formation ni d'emploi.
- Organiser des actions d'information, soutien et échange auprès des parents (PIFE : point information familles enfants)

Organiser des actions individuelles, collectives et partenariales, en travail de rue, au local situé aux HLM St Roch et à l'antenne des résidences de la Baume, en lien avec les partenaires à l'intention des habitants de quartiers définis par les stratégies territoriales de sécurité.

Le temps de présence est fixé comme suit :

Amplitude de 9h à 18h avec évolution suivant la saisonnalité.

### Article 3-3 – Participation au titre d'actions de préventions

- **L'espace santé jeune** reçoit les jeunes et familles en difficulté, et est outillé pour entamer et suivre l'accès aux soins.
- **La prévention accidentologie deux roues avec le camion atelier mobile** en partenariat avec Norauto permettant de sensibiliser les jeunes aux risques inhérents aux deux roues en termes de comportement et de mécanique. Faciliter le passage de l'AM.
- **L'antenne de la Baume** ayant pour objectif l'accueil des familles, l'aide à la parentalité, l'organisation d'un forum, d'ateliers de soutien à la parentalité

### Article 4 – Engagement de l'Association

Dans la mesure de ses possibilités et dans le cadre de ses missions, l'Association s'engage à son initiative et sous sa responsabilité à :

- réaliser les objectifs conformes à son objet social ;
- formuler sa demande de subvention
- prendre attache auprès du service communication de la Mairie d'Ollioules pour la validation des supports de communication et la présence du logotype de la Ville ;

- souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile et fournir chaque année la copie des polices d'assurance ;

## **Article 5 – Evaluation**

L'association s'engage à fournir chaque année, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre du programme d'actions.

La Ville procède, conjointement avec l'association, à l'évaluation des conditions de réalisation du programme d'actions auquel elle a apporté son concours sur un plan quantitatif comme qualitatif.

L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné au Préambule, sur l'impact du programme d'actions au regard de l'intérêt local conformément aux articles L. 2121-29, L. 3211-1 et L. 4221-1 du code général des collectivités territoriales.

## **Article 6 – Contrôle de la Ville**

L'Association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par l'administration de l'utilisation de la subvention, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Pendant et au terme de la convention, un contrôle sur place peut éventuellement être réalisé par la Ville, en vue de vérifier l'exactitude des comptes rendus financiers transmis.

## **Article 7– Sanctions**

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard des conditions d'exécution de la convention par l'association sans l'accord écrit de la Ville, celle-ci peut respectivement exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, diminuer ou suspendre le montant de la subvention, après examen des justificatifs présentés par l'association et avoir préalablement entendu ses représentants. La Ville en informe l'association par lettre recommandée avec accusé de réception.

## **Article 8– Avenant**

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par la Ville et l'Association. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent. La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

## **Article 9– Durée de la convention et résiliation**

La présente convention est consentie pour une durée d'un an.

Elle se renouvellera par tacite reconduction.

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

## **Article 10 - Recours**

Fait à Ollioules, le

Pour la Ville  
Le Maire

一、二、三、四、五、六、七、八、九、十、十一、十二、十三、十四、十五、十六、十七、十八、十九、二十、二十一、二十二、二十三、二十四、二十五、二十六、二十七、二十八、二十九、三十、三十一、三十二、三十三、三十四、三十五、三十六、三十七、三十八、三十九、四十、四十一、四十二、四十三、四十四、四十五、四十六、四十七、四十八、四十九、五十、五十一、五十二、五十三、五十四、五十五、五十六、五十七、五十八、五十九、六十、六十一、六十二、六十三、六十四、六十五、六十六、六十七、六十八、六十九、七十、七十一、七十二、七十三、七十四、七十五、七十六、七十七、七十八、七十九、八十、八十一、八十二、八十三、八十四、八十五、八十六、八十七、八十八、八十九、九十、九十一、九十二、九十三、九十四、九十五、九十六、九十七、九十八、九十九、一百。

## FICHE PAR ACTION

BUDGET 2018

Objet de l'action : OLLIOULES Prévention Spécialisée et correspondants de nuit

Montant de la subvention sollicitée pour l'action :

66 564 €

| Dépenses  |                | Recettes   |                |
|---|----------------|--|----------------|
| 60 Achats   | 6 355          | 70 Ventes  | 4 556          |
| 61 Services Extérieurs                              | 14 992         | Dont 706 Prestations de services                                   |                |
| Dont 613 location                                   | 7 000          | Dont 701 et 707 Ventes de produits et marchandises                 |                |
| Dont 615 entretien et réparation                    | 3 343          | 74 Subventions d'exploitation                                      | 298 474        |
| 62 Autres services extérieurs                       | 29 963         | Dont 74 Subvention Etat  |                |
| Dont 622 Rémunération d'intermédiaires              | 7 114          | Dont 74 Subvention Conseil Régional                                | 57 230         |
| Dont 625 Déplacements, missions, réceptions         | 1 177          | Dont 74 Subvention Département du Var                              | 167 386        |
| Dont 626 Frais postaux et téléphones                | 2 297          | Dont 74 Subvention Communautés de communes et intercommunalité TPM | 7 294          |
| 63 Impôts et taxes                                  | 2 239          | Dont 74 Subvention Commune   | 66 564         |
| 641 Rémunération du personnel                       | 250 594        | Dont 74 Fonds Européens  |                |
| 645 Charges salariales                              |                | 75 Autres produits de gestion courante                             |                |
| 65 Autres charges de gestion courante               | 5 503          | Dont Cotisations, don manuel, legs                                 |                |
| 66 Charges financières                              | 29             | 76 Produits financiers   |                |
| 67 Charges exceptionnelles                          |                | 77 Produits exceptionnels  |                |
| 68 Dotations aux amortissements et aux provisions   | 2 476          | 79 Transfert de charges  | 9 121          |
| <b>Total</b>  | <b>312 151</b> | <b>Total</b>   | <b>312 151</b> |
| 86 Emplois de contributions volontaires en nature   |                | 87 Contributions volontaires en nature                             |                |
| Secours en nature                                   |                | Bénévolat  |                |
| Mise à disposition gratuite de biens et prestations |                | Prestations en nature  |                |
| Personnel bénévole                                  |                | Dons en nature   |                |
| <b>Total</b>  | <b>312 151</b> | <b>Total</b>   | <b>312 151</b> |

**COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR**  
**DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES**

**N° 18/01/4.4**

**SEANCE DU 29 JANVIER 2018**

**L'AN DEUX MILLE DIX HUIT ET LE VINGT NEUF JANVIER à 18 HEURES**

| NOMBRE DE CONSEILLERS |          |               |           |
|-----------------------|----------|---------------|-----------|
| EN EXERCICE           | PRESENTS | REPRESENTE(S) | ABSENT(S) |
| 33                    | 29       | 3             | 1         |

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

**PRESENTS :**

Robert BENEVENTI, Nicole BERNARDINI, Michel THUILIER, Ginette AUDIGIER, Geneviève BARBIER, Robert TEYSSIER, Monique MACIA, Dominique RIGHI, Jeannine BAUDRAND, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Hélène REZE, Jean-Louis PIERACCINI, Florence GARRONE, Antoine VACCARO, Marie-Dominique GABRIELLI, Didier MARTINA-FIESCHI, Michel OLLAGNIER, Carine BESSON, Christine DEL NERO, Pascale COGOTTI, Katell LE BLEIZ, Julien ROCCHIA, Ghislaine DESGREES DU LOU, Thierry AKSOUL, Nicole MARCHESI, Armand FIGUEREDO, Régis BRUN, Jean-Pierre RE.

**REPRESENTE(S) :**

Annick BUISSON-ETIENNE, Robert ARPINO, Stanislas ROQUEBERT.

**ABSENT(S) :**

Gérald LERDA,

|                               |                          |                           |  |
|-------------------------------|--------------------------|---------------------------|--|
| <b><u>VOTE :</u></b>          |                          |                           |  |
| <b><u>UNANIMITE :</u></b>     | <b><u>POUR :</u></b>     | <b><u>CONTRE(S) :</u></b> |  |
| <b><u>ABSTENTION(S) :</u></b> | <b><u>BLANC(S) :</u></b> |                           |  |

**OBJET : Convention entre la Ville et le Conseil Départemental 83 pour la réalisation, le financement et l'entretien de 3 giratoires hors agglomération**

Monsieur le Maire informe l'assemblée que la commune d'Ollioules, agissant en qualité de maître d'ouvrage, est chargée d'assurer les aménagements paysagers de 3 giratoires dont un plan demeure annexé à la présente délibération.

- ⇒ Giratoire Romuald BARBIER sur la RD 11 au droit du chemin Franca
- ⇒ Giratoire de la Boullonne et aménagement longitudinal depuis le giratoire de la Capellane (RD 206)
- ⇒ Giratoire de la Coopérative sur la RDN 8

Ces giratoires réalisés par le Conseil Départemental ont répondu à des problématiques d'accessibilité et de sécurité avérées.

Il convient aujourd'hui par convention avec le Département et pour une parfaite finalisation de ces ouvrages viaires, de les aménager.

La commune entend ainsi lancer les travaux au plus tôt avec le maître d'œuvre qu'elle aura désignée et en assurera, à postériori, l'entretien.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

## DEPARTEMENT DU VAR

D.Routes/  
AC

Acte n° CO 2017-1263

**CONVENTION RELATIVE À LA RÉALISATION, AU FINANCEMENT ET À  
L'ENTRETIEN DES AMÉNAGEMENTS PAYSAGERS DU GIRATOIRE ROMUALD  
BARBIER DE LA RD 11 DU CARREFOUR DE LA CAPELANE DE LA RD 206, AVEC LE  
CHEMIN DE LA BOUILLONNE DU GIRATOIRE DE LA COOPÉRATIVE ET DE LA  
RDN8, AVEC LE CHEMIN DE FAVEYROLLES - COMMUNE DE OLLIOULES (HORS  
AGGLOMÉRATION)**

(convention valant permission de voirie au sens de l'article L113-2 du Code de la Voirie  
Routière)

Entre

Le Département du Var représenté par Monsieur Marc GIRAUD, Président du Conseil  
Départemental du Var, dûment habilité à cet effet par délibération de la Commission Permanente  
n°G81 en date du 24/07/2017.

Ci après désigné par " Le Département " d'une part,

Et

La Commune de Ollioules, représentée par le Maire, Monsieur Robert BENEVENTI, habilité  
à cet effet par délibération du Conseil Municipal n° ..... en date du  
.....

Ci après désigné par " La Commune " d'autre part,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

### **Article 1 – Contexte de la convention :**

Le Département du VAR, maître d'ouvrage, a chargé sa Délégation Générale des Routes, Transports, Forêts et Affaires Maritimes, des travaux d'aménagement du giratoire Romuald Barbier de la RD 11, du carrefour de la Capelane de la RD 206 avec le Chemin de la Bouillonne et du giratoire de la Coopérative de la RDN 8 avec le Chemin de Faveyrolles. sur le territoire de la Commune de OLLIOULES.

### **Article 2 – Justification des aménagements :**

L'aménagement du carrefour giratoire Romuald Barbier de la RD11 avec le Chemin Franca faisait partie de l'opération globale d'aménagement de la RD 11. Cette portion de la RD 11 est rectiligne et très empruntée. La création du carrefour giratoire a permis de sécuriser les circulations routières et les échanges, d'améliorer l'accès à la zone desservie par le Chemin Franca et d'assurer une continuité des cheminements piétons.

Le Département du Var a souhaité aménager la RD 206 entre la RD 26 (PR0+000) et la RDN8 (PR2+900). L'aménagement a consisté à homogénéiser les largeurs de voies, à créer un trottoir au sud et une piste cyclable au nord ainsi que des carrefours giratoires aux intersections. De plus, en partenariat avec la Commune, le réseau d'assainissement pluvial a été redimensionné conformément au Schéma Directeur de la Commune de Ollioules. Une dernière tranche de travaux a été réalisée entre le giratoire de la Capelane et le giratoire de la Bouillonne.

Le Département et la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée (T.P.M.) ont souhaité aménager le carrefour giratoire de la Coopérative au PR 24+570 de la RDN8 avec le Chemin de Faveyrolles sur le territoire de la commune de Ollioules ainsi que le barreau de liaison entre ce giratoire et le carrefour « les Portes d'Ollioules et de Toulon » au PR 24+900. Cette liaison comprend à la fois la chaussée de la RDN 8 ainsi qu'une voie dédiée pour les bus, une voie verte et des trottoirs. T.P.M. a, dans le même temps, procédé au renouvellement de son réseau de collecte d'eaux usées et d'une partie de son réseau pluvial, et mis en place la signalisation lumineuse tricolore, le réseau multi-tubulaire ainsi que le réseau fibre très haut débit, implantés dans l'emprise de la voie dédiée pour les bus. dont il a la charge.

### **Article 3 – Objet de la convention :**

La présente convention a pour objet de définir les modalités administratives, techniques et financières de la réalisation par la Commune de l'aménagement paysager de chaque carrefour ainsi que les modalités de prise en charge par la Commune de l'entretien des plantations.

### **Article 4 – Pièces constitutives de la convention :**

Le présent document contenant l'ensemble des engagements des différentes parties est la seule pièce constitutive de la présente convention.

La présente convention comporte 3 annexes :

- Annexe 1 : Un plan de situation
- Annexe 2 : Un plan projet paysager pour chaque carrefour
- Annexe 3 : Un constat d'achèvement et de conformité des équipements

#### Article 5 – Nature des prestations :

1/ Les travaux d'aménagement paysager du giratoire Romuald Barbier de la RD 11 consistent à intégrer (cf plan en Annexe 2) :

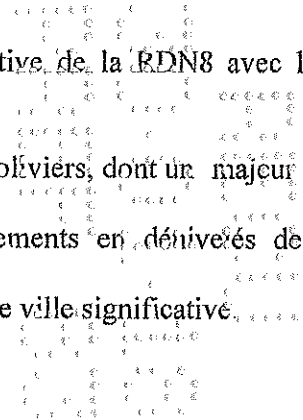
- des éléments visibles de jour comme de nuit disposés hors zone critique de perte de contrôle,
- une prise en compte du don d'un olivier majeur à l'échelle du giratoire,
- une problématique de sécurité des usagers par un recul des traitements en dénivelés des jardinières plantées,
- un traitement floristique rustique afin de signifier le caractère d'entrée en zone péri-urbaine significative,
- l'occultation des perspectives directes au travers du giratoire.

2/ Les travaux d'aménagement paysager du carrefour de la Capelane de la RD 206 avec le Chemin de la Bouillonne consistent à intégrer (cf plan en Annexe 2) :

- une symbolique de la végétation exprimée sur les talus des équipements sportifs comme harmonie d'ensemble,
- une prise en compte de l'identité oléicole communale par la présence d'oliviers, dans les jardinières latérales,
- une problématique de sécurité des usagers par un recul des formes arbustives hautes des jardinières pouvant gêner la visibilité des sorties des riverains,
- un traitement floristique rustique afin de signifier le caractère d'entrée d'espace urbain à vocation résidentielle, sportive et commerciale.

3/ Les travaux d'aménagement paysager du giratoire de la Coopérative de la RD N8 avec le Chemin de Faveyrolles consistent à intégrer (cf plan en Annexe 2) :

- une symbolique des vignobles,
- une prise en compte de l'identité oléicole communale par la présence d'oliviers, dont un majeur à l'échelle du giratoire,
- une problématique de sécurité des usagers par un recul des traitements en dénivelés des jardinières plantées,
- un traitement floristique rustique afin de signifier le caractère d'entrée de ville significative.



#### Article 6 – Maîtrise d'ouvrage :

La Commune réalisera, sous sa Maîtrise d'Ouvrage, les aménagements paysagers décrits à l'article 5

#### Article 7 – Maîtrise d'œuvre :

La Maîtrise d'œuvre – en phase de conception comme de suivi de chantier – sera assurée par les services de la Commune de OLLIOULES. Cette maîtrise d'œuvre sera réalisée en étroite relation avec le Département du Var.



#### Article 8 – Approbation technique du projet :

Préalablement à la réalisation des travaux, l'ensemble du projet devra être soumis à tous les stades de la conception pour approbation au Département, avec tous les justificatifs et études complémentaires menées.

#### Article 9 – Engagements de la Commune

La Commune assurera la réalisation et l'entretien des aménagements paysagers.

A l'issue de la réception des plantations, la Commune assurera la gestion des aménagements décrits à l'article 5 en assurant notamment l'entretien, la maintenance et l'exploitation de ces dépendances qui deviennent propriété de la Commune.

A savoir :

- toutes les dépenses liées à la souscription des contrats d'alimentation en eau et électricité des installations d'arrosage auprès des services concernés,
- toutes les consommations en eau et électricité, dès la mise en route des installations d'arrosage,
- l'entretien en bon état de fonctionnement des différents dispositifs d'arrosage de l'installation et le remplacement, le cas échéant, après le délai de garantie,
- toutes les actions de maintenance préventives et curatives des matériels conformément aux normes en vigueur,
- tout remplacement des matériels défectueux ou détériorés n'entrant pas dans la garantie.

Par ailleurs, il est rappelé que, conformément à l'arrêté du 12 avril 2016 modifiant l'arrêté du 24 mai 2016 relatif aux exigences sanitaires des végétaux, produits végétaux et autres objets (J.O. du 11 mai 2016), la Commune est tenue, pour tout remplacement de végétaux, d'obtenir un passeport phytosanitaire européen, ce document devra être adressé au Département du Var.

Conformément à l'arrêté préfectoral du 05 février 2016, relatif à la lutte contre *Xylella fastidiosa*, la Commune est tenue d'assurer une surveillance, de former et de sensibiliser ses agents à la désinfection des matériels d'entretien.

En cas de détection de la bactérie, elle devra alerter la DRAAF, la SRL (antenne de Hyères) et le Département du Var, et mettre en place le protocole « portant mesures de lutte applicables contre *Xylella fastidiosa* ».

#### Article 10 – Déroulement des travaux :

Le Département aura la possibilité de procéder à toutes vérifications en cours de chantier et d'assister aux réunions de chantier.

Elle fournira au Département tous les éléments (notamment la provenance des végétaux) pour lui permettre de vérifier leur conformité par rapport au D.C.E., ainsi que les résultats des différents contrôles nécessaires conformément aux règles de l'art.

Ces éléments et contrôles seront transmis au Département sans délai afin de permettre au Département le cas échéant une réaction appropriée.

#### **Article 11 – Dispositions techniques :**

La Commune prendra toutes dispositions pour la protection des conduites existantes lors de l'exécution des terrassements des tranchées et des fouilles de plantations et ce, conformément aux éventuelles prescriptions fournies par le Département.

La Commune adressera au Département, dès mise en service, un dossier de récolement comprenant :

- un plan au 1/200 comportant l'implantation géométrique des systèmes d'arrosage,
- une copie des P.V. d'essais des installations,
- les plans de détails de positionnement des principaux végétaux.

#### **Article 12 – Occupation du domaine public départemental :**

La Commune est autorisée à réaliser dans l'emprise du domaine public routier départemental tous les travaux nécessaires à la réalisation des aménagements paysagers ainsi qu'à la maintenance et à l'entretien des installations, objet de la présente convention.

La Commune a la charge d'obtenir toutes les autorisations nécessaires à la réalisation des travaux. Conformément aux règles en vigueur, aucune publicité ne pourra être installée sur le Domaine Public.

#### **Article 13 – Prescriptions Techniques Particulières**

Les travaux nécessaires pour la réalisation des travaux, la maintenance et l'entretien des équipements décrits à l'article 5 seront réalisés dans les règles de l'art selon les prescriptions particulières suivantes :

##### **A/ Signalisation du chantier :**

La signalisation du chantier doit être conforme à la réglementation en vigueur à la date de la présente convention (Instruction ministérielle sur la signalisation routière - huitième partie: signalisation temporaire).

La Commune a la charge de la signalisation réglementaire du chantier, en ce qui concerne ses travaux.

Lors des opérations d'entretien et de maintenance, objet de la présente convention, la Commune a la charge de la signalisation réglementaire du chantier. En cas d'accident de circulation consécutif à une absence ou une insuffisance de signalisation temporaire, le Département se réserve le droit de rechercher la responsabilité de la Commune, soit par voie d'appel en garantie, soit par voie d'action récursoire.

#### **B/ Coordination de sécurité et protection de la santé :**

La Commune prendra toutes les dispositions réglementaires relatives à la coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé lors des travaux d'aménagements et lors d'interventions ultérieures et par conséquent elle aura la charge de désigner un coordinateur S.P.S. en cas de nécessité.

Un exemplaire du Dossier d'Intervention Ultime sur l'Ouvrage (D.I.U.O.) sera remis au Département en fin de travaux.

#### **C/ Achèvement et conformité des travaux :**

La Commune doit être en mesure de fournir tous les éléments permettant de s'assurer de la qualité des travaux, suivant les normes en vigueur.

L'achèvement et la conformité des équipements sont vérifiés et constatés contradictoirement. Cette vérification fait l'objet d'un procès verbal signé par un représentant de chaque cosignataire de la présente convention (annexe 3).

Pour le Département, la personne désignée pour exécuter cette vérification et signer le procès verbal est : M. le Chef du Pôle Provence Méditerranée Ouest.

Pour la Commune, la personne désignée pour exécuter cette vérification et signer le procès verbal est : M. le Directeur Général des Services Techniques.

#### **D/ Modalités d'intervention :**

Préalablement aux travaux de plantation et d'entretien par la Commune et sous son entière responsabilité des ouvrages, objets de la présente convention, celle-ci informera le Département de la consistance des travaux projetés dès lors que ces derniers auraient des incidences sur l'écoulement du trafic ou sur la sécurité des usagers du domaine public routier départemental. Les jours et heures d'intervention seront déterminés entre les autorités chargées de la police de la circulation et le Département.

En cas d'urgence avérée, les travaux peuvent être entrepris sans délai. Le Président du Conseil Départemental (ou son représentant) est tenu informé dans les vingt-quatre heures ouvrables des motifs de cette intervention.

#### **Article 14 – Financement des opérations :**

Les travaux seront réalisés aux frais de la Commune avec une participation financière forfaitaire sur la base de 38 €/m<sup>2</sup> de la part du Département.

Soit pour le giratoire Romuald Barbier de la RD 11 : 320 m<sup>2</sup> à 38 €/ m<sup>2</sup> = 12 160 € HT

Soit pour le carrefour de la Capelane de la RD 206 : 903 m<sup>2</sup> à 38 €/m<sup>2</sup> = 34 314 € HT

Soit pour le giratoire de la Coopérative de la RDN 8 : 608 m<sup>2</sup> à 38€/m<sup>2</sup> = 23 104 € HT

Soit un total estimé de participation financière du Département à 69 578 € HT, arrondi à 70 000 € HT, valeur mai 2017.

### Conditions de paiement

La participation financière du Département est subordonnée à la réalisation des travaux. Si tout ou partie des travaux n'était pas réalisé, la participation correspondante ne serait pas versée ou au prorata des travaux réalisés et les sommes déjà perçues par la Commune seraient restituées au Département.

### Modalité de paiement :

La participation financière du Département sera versée en une fois comme suit:

- 100% à la réception des travaux, sur la base de la fourniture d'un état récapitulatif des dépenses établi par la Commune et visé par le Maire ou son représentant.

Le Département s'engage à adresser les titres de paiement dans les trente (30) jours qui suivent l'appel de fonds par la Commune, sous réserve qu'elle ait fourni les pièces justificatives.

### Article 15 – Maîtrise foncière :

Les parcelles sur lesquelles seront réalisés les travaux projetés sont propriété du Département, toutefois, s'il était nécessaire d'acquérir des parcelles de terrain supplémentaires, ces parcelles seraient acquises par la Commune.

Le cas échéant, elles seront ensuite cédées gratuitement au Département pour les parties intéressant son domaine public routier, la Commune prenant à sa charge l'établissement des documents d'arpentage correspondants.

### Article 16 – Dispositions générales

#### **- Modifications de l'aménagement :**

Les modifications éventuelles envisagées par la Commune devront être compatibles avec les objectifs de sécurité des usagers de la route. En conséquence, elles devront être soumises au préalable à l'avis de Monsieur le Président du Conseil Départemental du Var et faire l'objet d'un avenant à la présente convention lorsque les nouvelles dispositions auront pour objet de modifier sensiblement le projet initial. Elles seront effectuées sous la seule responsabilité de la Commune.

Le Département, quant à lui, pourra modifier à son initiative les aménagements réalisés lorsque la conservation du Domaine Public Routier Départemental et l'intérêt des usagers le justifieront.

#### **- Entretien de l'aménagement :**

La Commune assurera l'entretien et la maintenance des aménagements et ouvrages réalisés dès achèvement des travaux (après achèvement et vérification par le Département de la conformité des travaux).

L'attention de la Commune est attirée sur le fait que durant les périodes propices au gel (du 1<sup>er</sup> octobre au 15 avril) l'automatisation de l'arrosage automatique doit être systématiquement suspendue afin d'éviter toute formation de verglas. Tout arrosage durant ces périodes ne pourra se faire que de jour et lorsque les conditions atmosphériques présenteront des températures supérieures à 5°C la nuit. En cas d'accident de circulation consécutif à un non-respect de cette prescription, la responsabilité de la Commune sera entière et totale.

#### Article 17 – Durée de la convention :

La durée de la convention est fixée à 9 (neuf) années à compter de sa signature par les deux parties. Elle est renouvelable une seule fois pour la même durée par tacite reconduction.

#### Article 18 – Conditions de réalisation :

La résiliation de la convention pourra intervenir sur l'initiative de l'une ou l'autre des parties dans les cas suivants :

- Force majeure
- Non-respect des conditions de l'article 5 de la présente convention
- Changement de nature à compromettre l'économie générale des opérations.

Le montant de chaque indemnité susceptible d'être allouée à l'une des parties du fait de la résiliation sera arrêté à défaut d'accord amiable suivant la procédure visée à l'article 19.

#### Article 19 – Contentieux :

##### **- Litiges**

Les litiges qui pourraient survenir à l'occasion de l'application des termes de la présente convention relèveront du Tribunal Administratif de TOULON.

Toutefois, dans un délai d'un mois après constatation d'un désaccord, les parties s'engagent à faire appel à l'arbitrage d'une commission d'experts composée de deux membres désignés l'un par le Département et l'autre par la Commune. Cette commission devra, sous un mois, proposer aux deux parties une solution au problème rencontré.

En cas de désaccord persistant, l'une ou l'autre des parties pourra porter le différend devant la juridiction administrative compétente.

##### **- Responsabilités**

La Commune est informée, que le cas échéant, sa responsabilité pourra être recherchée par la voie de l'appel en garantie ou de l'action récursoire au cas où le gestionnaire de la voie se verrait cité devant la juridiction par un usager du domaine public du fait du non-respect par la Commune des obligations découlant de la présente convention ou encore dans le cadre de l'exécution des travaux d'entretien prévus par la présente convention.

Article 20 – Légalité :

La présente convention sera exécutoire à la date de sa notification à la Commune.

Elle est rédigée en deux exemplaires originaux, remis respectivement au Département et à la Commune.

Pour la Commune de OLLIOULES  
Le Maire,

Robert BENEVENTI

Fait à Toulon, le

**Le Président du Conseil départemental**

Marc GIRAUD

一、二、三、四、五、六、七、八、九、十、十一、十二、十三、十四、十五、十六、十七、十八、十九、二十、二十一、二十二、二十三、二十四、二十五、二十六、二十七、二十八、二十九、三十、三十一、三十二、三十三、三十四、三十五、三十六、三十七、三十八、三十九、四十、四十一、四十二、四十三、四十四、四十五、四十六、四十七、四十八、四十九、五十、五十一、五十二、五十三、五十四、五十五、五十六、五十七、五十八、五十九、六十、六十一、六十二、六十三、六十四、六十五、六十六、六十七、六十八、六十九、七十、七十一、七十二、七十三、七十四、七十五、七十六、七十七、七十八、七十九、八十、八十一、八十二、八十三、八十四、八十五、八十六、八十七、八十八、八十九、九十、九十一、九十二、九十三、九十四、九十五、九十六、九十七、九十八、九十九、一百。

**COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR**  
**DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES**

**N° 18/01/4.5**

**SEANCE DU 29 JANVIER 2018**

**L'AN DEUX MILLE DIX HUIT ET LE VINGT NEUF JANVIER à 18 HEURES**

| NOMBRE DE CONSEILLERS |          |               |           |
|-----------------------|----------|---------------|-----------|
| EN EXERCICE           | PRESENTS | REPRESENTE(S) | ABSENT(S) |
| 33                    | 29       | 3             | 1         |

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

**PRESENTS :**

Robert BENEVENTI, Nicole BERNARDINI, Michel THUILLIER, Ginette AUDIGIER, Geneviève BARBIER, Robert TEYSSIER, Monique MACIA, Dominique RIGHI, Jeannine BAUDRAND, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Hélène REZE, Jean-Louis PIERACCINI, Florence GARRONE, Antoine VACCARO, Marie-Dominique GABRIELLI, Didier MARTINA-FIESCHI, Michel OLLAGNIER, Carine BESSON, Christine DEL NERO, Pascale COGOTTI, Katell LE BLEIZ, Julien ROCCHIA, Ghislaine DESGREES DU LOU, Thierry AKSOUL, Nicole MARCHESI, Armand FIGUEREDO, Régis BRUN, Jean-Pierre RE.

**REPRESENTE(S) :**

Annick BUISSON-ETIENNE, Robert ARPINO, Stanislas ROQUEBERT.

**ABSENT(S) :**

Gérald LERDA,

|                               |                          |                           |  |
|-------------------------------|--------------------------|---------------------------|--|
| <b><u>VOTE :</u></b>          |                          |                           |  |
| <b><u>UNANIMITE : OUI</u></b> | <b><u>POUR :</u></b>     | <b><u>CONTRE(S) :</u></b> |  |
| <b><u>ABSTENTION(S) :</u></b> | <b><u>BLANC(S) :</u></b> |                           |  |

**OBJET : Personnel communal : avenant n° 1 à la convention entre la Ville et le Centre de Gestion 83 (CDG) au titre du service de médecine préventive**

Madame Jeannine BAUDRAND, adjointe au Maire rappelle à l'assemblée que par délibération du 23 mars 2015, la commune a signé une convention avec le CDG 83 pour l'adhésion à leur service de médecine préventive.

Cette convention concerne notamment, la surveillance médicale des agents (visite d'embauche, examen médical périodique ...), la réalisation d'examens particuliers avec orientation vers des spécialistes ainsi que des fonctions de conseil et prévention en milieu professionnel.

La convention prévoit une tarification à la journée (1 000 €) ou à la ½ journée (500 €) pour les visites médicales. Il convient de proposer au conseil municipal de valider un avenant n° 1 à cette convention proposée par le CDG 83 relative à la tarification. Ainsi, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la tarification des visites sera facturée aux collectivités sur la base d'un taux de cotisation calculé à partir de la masse salariale. Ce taux de 0,35 % en 2018 sera porté à 0,39 % en 2019.

Madame Jeannine BAUDRAND précise enfin que pour des raisons d'efficacité, les visites médicales sont réalisées dans les locaux mis à disposition par la commune.

L'ASSEMBLEE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

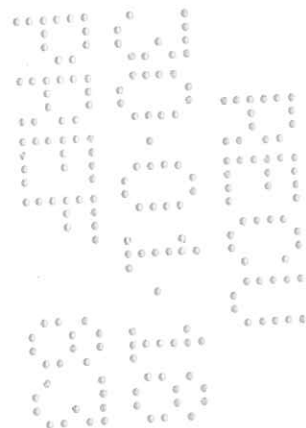
Vu la délibération de la Ville actant la convention de partenariat avec le CDG 83 pour la médecine professionnelle,

Considérant la proposition d'avenant n° 1 reçu du CDG 83,

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,  
APRES DELIBERE,

1. APPROUVE l'avenant n° 1 (annexé) relatif à la médecine professionnelle fixant un taux de cotisation sur la masse salariale.
2. AUTORISE Monsieur le Maire à le signer.

**LE MAIRE**  
**Robert BENEVENTI**







## AVENANT n° 1

**AUX CONVENTIONS 2016 et 2017  
D'ADHESION AU SERVICE « MEDECINE PREVENTIVE » DU CDG 83,  
A DESTINATION DES COLLECTIVITES ET ETABLISSEMENTS PUBLICS  
DEJA ADHERENTS AU 1<sup>er</sup> JANVIER 2018**  
(Conformément aux articles 26-1 et 108-2 de la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984)

### ENTRE :

LE CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DU VAR sis 1766, Chemin de la Planquette - CS 70576 - 83041 TOULON CEDEX 9, représenté par son Président en exercice, **Monsieur Claude PONZO, Maire de BESSE sur ISSOLE**, Vice-Président de la Communauté de Communes « Cœur du Var », agissant en vertu des délibérations du Conseil d'Administration n° 2013-33 en date du 17 juin 2013 et 2014-41 en date du 7 juillet 2014 dénommé ci-après le « **CDG 83** »,

d'une part,

### ET :

La Mairie d'Ollioules, représenté(e) par son Maire, **Monsieur Robert BENEVENTI**, agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date du ..... dénommé(e) ci-après « La Mairie »

d'autre part,

### Il est exposé et convenu ce qui suit :

Vu la directive du conseil des communautés européennes 89/391 du 12 juin 1989

Vu le code de la Santé Publique,

Vu le code du Travail,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, et notamment ses articles 26-1 et 108-2,

Vu le Décret n°85-643 du 26 juin 1985 modifié, relatif aux centres de gestion institués par la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relative à la Fonction Publique Territoriale,

Vu le décret n°85-603 du 10 juin 1985 modifié, relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la Fonction Publique Territoriale,

Vu le décret n°85-1054 du 30 septembre 1985, modifié, relatif au reclassement des fonctionnaires territoriaux reconnus inaptes à l'exercice de leurs fonctions,

Vu le décret n°87-602 du 30 juillet 1987, modifié, relatif à l'organisation des comités médicaux, aux conditions d'aptitude physique et au régime des congés de maladie des fonctionnaires territoriaux,

Vu le décret n°86-442 du 14 mars 1986, modifié, relatif à la désignation des médecins agréés, à l'organisation des comités médicaux et des commissions de réforme, aux conditions d'aptitude physique pour l'admission aux emplois publics et au régime de congés de maladie des fonctionnaires,

Vu la délibération n° 2010-13 en date du 18 janvier 2010 du Conseil d'Administration du CDG 83 portant création d'un service de médecine préventive,

Vu la délibération n° 2014-74 en date du 1<sup>er</sup> décembre 2014 du Conseil d'Administration du CDG 83 portant modification de la tarification des vacations destinées aux actions en milieu professionnel,

Vu la délibération n° 2017-29 en date du 26 juin 2017 portant modification de la tarification des visites destinées à la surveillance médicale, d'une part, et aux actions en milieu professionnel, d'autre part,

## ARRETE

### **Article 1er : Modification de l'article 5 « Tarification » de la convention susmentionnée**

#### **5-1 : Facturation des visites**

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 la tarification des visites destinées à la surveillance médicale, d'une part, et aux actions en milieu professionnel, d'autre part, sera effectuée par application d'un taux de cotisation calculé à partir de la masse salariale (assiette de recouvrement des cotisations à l'assurance maladie) du budget de la Collectivité ou de l'Etablissement Public, ainsi qu'il suit :

#### **→ Pour les collectivités déjà adhérentes au 1<sup>er</sup> Janvier 2018**

Dans le souci de préserver les collectivités d'une augmentation trop brutale de leurs charges, cette tarification s'étale dans le temps, en deux augmentations successives, sur les deux exercices à venir, à savoir :

→ 0, 35 % au 01 janvier 2018

→ 0, 39 % au 01 janvier 2019

5-2 : Facturation à l'acte  
↳ **Supprimé**

5-3 : Recouvrement

Le recouvrement des sommes dues au titre de la présente convention fera l'objet de l'émission d'un titre de recette mensuel.

5-4 : Réévaluation de la tarification

↳ Toute modification de la tarification par vacation ou à l'acte » est remplacé par :

**« Toute modification du taux de cotisation calculé sur la masse salariale (assiette de recouvrement des cotisations à l'assurance maladie) du budget de la Collectivité ou de l'Etablissement Public ».**

**Article 2 : Le reste de la convention est inchangé**

Fait à : ... Le : ...

En quatre exemplaires originaux.  
**Pour la Mairie,**

Le Maire,

**Robert BENEVENTI**

Fait à LA GARDE, Le : ...

**Pour le CDG 83,**

Le Président du CDG 83,

**Claude PONZO,**  
Maire de Besse Sur Issole  
Vice-Président de la CCCV

**COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR**  
**DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES**

**N° 18/01/4.6.a**

**SEANCE DU 29 JANVIER 2018**

**L'AN DEUX MILLE DIX HUIT ET LE VINGT NEUF JANVIER à 18 HEURES**

| NOMBRE DE CONSEILLERS |          |               |           |
|-----------------------|----------|---------------|-----------|
| EN EXERCICE           | PRESENTS | REPRESENTE(S) | ABSENT(S) |
| 33                    | 29       | 3             | 1         |

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

**PRESENTS :**

Robert BENEVENTI, Nicole BERNARDINI, Michel THUILIER, Ginette AUDIGIER, Geneviève BARBIER, Robert TEYSSIER, Monique MACIA, Dominique RIGHI, Jeannine BAUDRAND, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Hélène REZE, Jean-Louis PIERACCINI, Florence GARRONE, Antoine VACCARO, Marie-Dominique GABRIELLI, Didier MARTINA-FIESCHI, Michel OLLAGNIER, Carine BESSON, Christine DEL NERO, Pascale COGOTTI, Katell LE BLEIZ, Julien ROCCHIA, Ghislaine DESGREES DU LOU, Thierry AKSOUL, Nicole MARCHESI, Armand FIGUEREDO, Régis BRUN, Jean-Pierre RE.

**REPRESENTE(S) :**

Annick BUISSON-ETIENNE, Robert ARPINO, Stanislas ROQUEBERT.

**ABSENT(S) :**

Gérald LERDA,

|                               |                          |                           |  |
|-------------------------------|--------------------------|---------------------------|--|
| <b><u>VOTE :</u></b>          |                          |                           |  |
| <b><u>UNANIMITE :</u></b> OUI | <b><u>POUR :</u></b>     | <b><u>CONTRE(S) :</u></b> |  |
| <b><u>ABSTENTION(S) :</u></b> | <b><u>BLANC(S) :</u></b> |                           |  |

**OBJET : Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux 2018 :**  
**Aménagement d'un terrain synthétique et rénovation de**  
**l'éclairage au Complexe Sportif Aldo Piemontesi**

Monsieur le Maire informe l'assemblée que, par courrier reçu le 3 janvier 2018, la Préfecture du Var informe la Commune d'Ollioules que la Commission d'élus réunis le 6 décembre 2017 a fixé les modalités de programmation 2018 relative à la Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux (D.E.T.R.).

Considérant les catégories d'opérations définies comme prioritaires, la Commune d'Ollioules sollicite une aide financière au titre de la D.E.T.R. 2018 pour l'aménagement d'un terrain synthétique et la rénovation de l'éclairage au Complexe Sportif Aldo Piemontesi.

Cette réhabilitation consistera en la mise en place d'un terrain synthétique qui viendra remplacer le terrain en gazon naturel, d'une surface de 8.850 m², actuellement impraticable depuis près de 3 ans en raison de la présence de diverses maladies, parasites et herbacées envahissantes (fil rouge, courtilière, chiendent et paturin). A cette occasion, l'éclairage du terrain sera rénové afin de remplacer une installation vieillissante et énergivore par la mise en place de projecteurs Led Longue Portée de 100 à 150 Lux.

Cette requalification globale permettra aux associations ollioulaises de football et de rugby de retrouver un terrain homologué de qualité lors des divers entraînements et compétitions.

Le coût global de l'opération s'élève à 700.000 € H.T. A cet effet, une aide financière d'un montant de 280.000 € est sollicitée auprès de la Préfecture du Var au titre de la Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux 2018 selon le plan de financement suivant :

|                       |                  |
|-----------------------|------------------|
| Etat (DETR)           | 280.000€         |
| Conseil Régional PACA | 200.000 €        |
| FF Football           | 10.000 €         |
| Autofinancement       | <u>210.000 €</u> |
| Total H.T.            | 700.000 €        |
| Total T.T.C.          | 840.000 €        |

L'ASSEMBLEE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le courrier reçu le 3 janvier 2018 de la Préfecture du Var relatif à l'appel à projet pour la Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux 2018,

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,  
APRES DELIBERE,

1. APPROUVE la demande d'aide financière dans le cadre de la Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux au titre de l'année 2018 d'un montant de 280.000 € pour l'opération « Aménagement d'un terrain synthétique et rénovation de l'éclairage au Complexe Sportif Aldo Piemontesi ».
2. AUTORISE Monsieur le Maire à constituer le dossier de demande de subvention et à signer tous documents relatifs.

**LE MAIRE**  
**Robert BENEVENTI**



**COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR**  
**DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES**

**N° 18/01/4.6.b**

**SEANCE DU 29 JANVIER 2018**

**L'AN DEUX MILLE DIX HUIT ET LE VINGT NEUF JANVIER à 18 HEURES**

| NOMBRE DE CONSEILLERS |          |               |           |
|-----------------------|----------|---------------|-----------|
| EN EXERCICE           | PRESENTS | REPRESENTE(S) | ABSENT(S) |
| 33                    | 29       | 3             | 1         |

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

**PRESENTS :**

Robert BENEVENTI, Nicole BERNARDINI, Michel THUILIER, Ginette AUDIGIER, Geneviève BARBIER, Robert TEYSSIER, Monique MACIA, Dominique RIGHI, Jeannine BAUDRAND, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Hélène REZE, Jean-Louis PIERACCINI, Florence GARRONE, Antoine VACCARO, Marie-Dominique GABRIELLI, Didier MARTINA-FIESCHI, Michel OLLAGNIER, Carine BESSON, Christine DEL NERO, Pascale COGOTTI, Katell LE BLEIZ, Julien ROCCHIA, Ghislaine DESGREES DU LOU, Thierry AKSOUL, Nicole MARCHESI, Armand FIGUEREDO, Régis BRUN, Jean-Pierre RE.

**REPRESENTE(S) :**

Annick BUISSON-ETIENNE, Robert ARPINO, Stanislas ROQUEBERT.

**ABSENT(S) :**

Gérald LERDA,

|                               |                          |                           |  |
|-------------------------------|--------------------------|---------------------------|--|
| <b><u>VOTE :</u></b>          |                          |                           |  |
| <b><u>UNANIMITE : OUI</u></b> | <b><u>POUR :</u></b>     | <b><u>CONTRE(S) :</u></b> |  |
| <b><u>ABSTENTION(S) :</u></b> | <b><u>BLANC(S) :</u></b> |                           |  |

**OBJET : Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux 2018 :**  
**Extension de l'école primaire Simone Veil**

Monsieur le Maire informe l'assemblée que, par courrier reçu le 3 janvier 2018, la Préfecture du Var informe la Commune d'Ollioules que la Commission d'élus réunis le 6 décembre 2017 a fixé les modalités de programmation 2018 relative à la Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux (D.E.T.R.).

Considérant les catégories d'opérations définies comme prioritaires, la Commune d'Ollioules sollicite une aide financière au titre de la D.E.T.R. 2018 pour l'extension de l'école primaire Simone Veil par la création de 2 nouvelles classes.

Cette initiative est la conséquence de la croissance avérée et durable des effectifs scolaires de la commune. Ce projet inscrit sur le site de la Castellane consiste à créer 2 classes supplémentaires, notre école Simone VEIL passant de 6 à 8 classes.

Ce choix opportun permet donc de couvrir l'ensemble des niveaux de la maternelle au CM2.

L'extension de l'école telle que projetée consiste à créer 2 nouvelles classes au R + 1 de l'école. A cet effet, d'importants travaux de gros œuvre sont requis avec intervention de tous les corps d'état.

Le coût global de cette opération structurante pour la Ville est de 375 983 € HT.

A cet effet, la commune sollicite une aide financière de 150 000 € auprès de la Préfecture du Var au titre de la Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux (DETR) 2018 selon le plan de financement suivant :

|                 |                     |
|-----------------|---------------------|
| Etat (DETR)     | 150 000,00 €        |
| Autofinancement | <u>225 983,00 €</u> |
| Total H.T.      | 375 983,00 €        |
| Total T.T.C.    | 451 179,60 €        |

L'ASSEMBLEE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le courrier reçu le 3 janvier 2018 de la Préfecture du Var relatif à l'appel à projet pour la Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux 2018,

Considérant le projet de création de 2 classes à construire au sein de l'école primaire Simone VEIL,

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,  
APRES DELIBERE,

1. APPROUVE la demande d'aide financière dans le cadre de la Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux au titre de l'année 2018 d'un montant de 150 000 € pour l'opération « Extension de l'école primaire Simone Veil ».
2. AUTORISE Monsieur le Maire à constituer le dossier de demande de subvention et à signer tous documents relatifs.

**LE MAIRE**  
**Robert BENEVENTI**



**COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR**  
**DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES**

**N° 18/01/5.1**

**SEANCE DU 29 JANVIER 2018**

**L'AN DEUX MILLE DIX HUIT ET LE VINGT NEUF JANVIER à 18 HEURES**

| NOMBRE DE CONSEILLERS |          |               |           |
|-----------------------|----------|---------------|-----------|
| EN EXERCICE           | PRESENTS | REPRESENTE(S) | ABSENT(S) |
| 33                    | 29       | 3             | 1         |

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

**PRESENTS :**

Robert BENEVENTI, Nicole BERNARDINI, Michel THULIER, Ginette AUDIGIER, Geneviève BARBIER, Robert TEYSSIER, Monique MACIA, Dominique RIGHI, Jeannine BAUDRAND, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Hélène REZE, Jean-Louis PIERACCINI, Florence GARRONE, Antoine VACCARO, Marie-Dominique GABRIELLI, Didier MARTINA-FIESCHI, Michel OLLAGNIER, Carine BESSON, Christine DEL NERO, Pascale COGOTTI, Katell LE BLEIZ, Julien ROCCHIA, Ghislaine DESGREES DU LOU, Thierry AKSOUL, Nicole MARCHESI, Armand FIGUEREDO, Régis BRUN, Jean-Pierre RE.

**REPRESENTE(S) :**

Annick BUISSON-ETIENNE, Robert ARPINO, Stanislas ROQUEBERT.

**ABSENT(S) :**

Gérald LERDA,

|                                 |                          |                           |  |
|---------------------------------|--------------------------|---------------------------|--|
| <b><u>VOTE :</u></b>            |                          |                           |  |
| <b><u>UNANIMITE</u> : NON</b>   | <b><u>POUR</u> : 28</b>  | <b><u>CONTRE(S)</u> :</b> |  |
| <b><u>ABSTENTION(S)</u> : 4</b> | <b><u>BLANC(S)</u> :</b> |                           |  |

**OBJET : Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE - Conventions de gestion transitoire : budget général et eau potable**

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE est créée depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, le décret étant passé au JO le 26 décembre 2017.

Depuis cette date, la Métropole doit exercer l'ensemble des compétences mentionnées à l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

La Métropole ne possède pas, au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les moyens nécessaires pour l'exercice d'une partie de ses compétences, dès lors l'exercice de celles-ci implique la mise en place d'une organisation administrative et opérationnelle adéquate.

Monsieur le Maire explique ainsi que dans l'attente d'une organisation pérenne, il est apparu nécessaire d'assurer la continuité du service public jusqu'à ce que la Métropole soit en mesure de réaliser par ses propres moyens, l'intégralité des missions concourant à l'exercice des compétences en cause.



Il a été admis que, seules les communes étaient en mesure de garantir cette continuité, en accomplissant de manière temporaire au nom et pour le compte de la Métropole, les actes matériels nécessaires à l'exercice des compétences transférées.

Monsieur le Maire confirme donc qu'il est nécessaire de recourir à des conventions de gestion transitoire pour l'année 2018, par lesquelles la Métropole confie aux communes membres, à titre exceptionnel et transitoire, la gestion courante de certaines compétences transférées.

Les conventions de gestion proposées et annexées à la présente délibération, ont pour objet de préciser les conditions dans lesquelles la commune assurera à titre transitoire, la gestion de ces compétences.

Pour la ville d'Ollioules, 2 conventions de gestion transitoire sont prévues :

- ⇒ La première relevant du budget général
- ⇒ La seconde, spécifique relative à la compétence eau potable.

L'ASSEMBLEE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'avis de la commission de l'Intercommunalité du 12 décembre 2017,

Considérant qu'en vertu du décret ministériel n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017, la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE est créée à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 et devra exercer à cette date l'ensemble des compétences prévues à l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant cependant que la Métropole ne possède pas encore les moyens nécessaires pour l'exercice d'une partie de ses compétences dès lors que l'exercice effectif de celles-ci par la Métropole implique la mise en place d'une organisation administrative et opérationnelle adéquate,

Considérant en outre, que les actes juridiques nécessaires au transfert des personnels ayant vocation à rejoindre les effectifs de la Métropole au titre du transfert des compétences en cause ne pourront recevoir plein effet avant la date du 1<sup>er</sup> janvier 2019,

Considérant dès lors que, dans l'attente de la mise en place de cette organisation pérenne, il apparaît nécessaire d'assurer la continuité du service public jusqu'à ce que la Métropole soit en mesure de réaliser par ses moyens propres l'intégralité des missions concourant à l'exercice des compétences en cause,

Considérant à cet égard que, seules les communes sont en mesure de garantir cette continuité en accomplissant de manière temporaire au nom et pour le compte de la Métropole les actes matériels nécessaires à l'exercice des compétences transférées,

Considérant qu'il est nécessaire de recourir à des conventions de gestion transitoire pour l'année 2018 par lesquelles la Métropole confie aux communes membres, à titre exceptionnel et transitoire, la gestion courante de certaines compétences transférées,

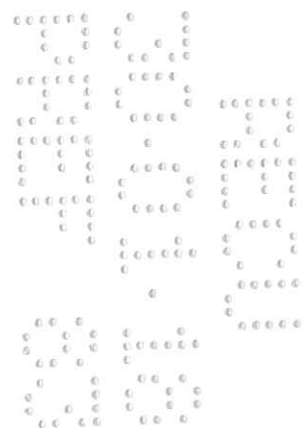
Considérant que deux conventions de gestion transitoire sont prévues par commune :

- ⇒ L'une relative aux compétences relevant du budget général
- ⇒ L'autre spécifique à la compétence « Eau » qui fait l'objet d'un budget annexe pour la Métropole

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,  
APRES DELIBERE,

1. APPROUVE le principe de recourir à des conventions de gestion transitoire pour l'année 2018 ainsi que le contenu des conventions jointes en annexe :
  - pour le budget général
  - pour la compétence eau potable.
2. AUTORISE Monsieur le Maire à signer les conventions de gestion transitoire pour l'année 2018 jointes en annexe.
3. PRECISE qu'un condensé des discussions et débats issus de la commission de l'Intercommunalité réunie le 12 décembre 2017 est annexé à la présente délibération.

**LE MAIRE**  
**Robert BENEVENTI**





**Question n° 18/01/5.1**

**Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE – Ville d'Ollioules**  
**Discussion sur les conventions de gestion transitoire pour 2018**

Le conseil municipal est saisi ce 29 janvier 2018 pour approbation des conventions de gestion transitoire relatives à l'exercice 2018 couvrant :

- ⇒ L'ensemble des compétences transférées à la Métropole dans le cadre du budget général des communes
- ⇒ Le budget du service de l'eau potable

La philosophie de ces conventions comme les effets du passage en Métropole ont été explicités lors de la commission de l'Intercommunalité réunie le 12 décembre 2017. Cette rencontre a permis de mettre en exergue, lors d'échanges, des éléments relevant d'une légitime préoccupation de la commune.

L'opportunité de cette convention a été admise, la question du passage en Métropole au 1<sup>er</sup> janvier 2019 a été soulevée lors de la discussion.

Sur le contenu, ont été émis les avis et commentaires suivants :

- ⇒ Sur la durée de la convention (article 3), la préoccupation est particulièrement avérée sur la nécessité d'être parfaitement opérationnel au 1<sup>er</sup> janvier 2019 au regard de la durée réglementaire de la convention (12 mois).
- ⇒ Sur les missions confiées à la commune, celles-ci restent encore à préciser dans le moindre détail selon les compétences comprises dans le périmètre transféré.
- ⇒ Sur les moyens affectés aux compétences, il est apparu notre volonté d'une parfaite lisibilité des échanges avec TPM sur les rôles de chacun (interlocuteurs, agents transférés, référents). La nécessité d'échanges performants aller/retour avec TPM doit être garantie.
- ⇒ Sur les contrats, actes et marchés en cours, des points d'étapes doivent être établis pour que les procédures de chacun n'affectent pas le service ou les travaux à réaliser (prise de décision, délai). La tâche entre les 12 communes et les services de TPM pour la gestion du volume d'échanges doit être traitée avec pragmatisme ! Par ailleurs, la partition entre charges courantes et opérations structurantes mérite explications et répétitions.
- ⇒ Sur la charge financière, la commune et ses élus se sont montrés particulièrement préoccupés sur les effets d'une procédure de validation et de transmission qui pourrait être trop longue et affecter notre trésorerie. Des garanties rédigées dans la convention devront être vérifiées. De ce point de vue, la périodicité mensuelle de remboursement par la Métropole des sommes avancées par la commune, répond à une réelle exigence de la Ville. Un bilan à 6 mois et 12 mois apparaît nécessaire entre nos 2 collectivités.

Plus généralement, la discussion sur l'émergence de la Métropole dont les fondements ont été présentés, inquiète les élus sur la capacité de la commune à conserver la vision d'opportunité sur son territoire notamment en matière d'occupation du sol (PLU) et d'opérations structurantes majeures pour la Ville (parking en centre-ville).

## Convention de gestion transitoire relative aux compétences relevant du Budget Général

Entre :

La Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée représentée par son Président en exercice, **Monsieur Hubert FALCO**, dûment habilité par une délibération du conseil communautaire n°17/12/1 du 19 décembre 2017, substituée de plein droit à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 par la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

Ci-après désignée « La Métropole »

**D'UNE PART,**

Et :

La Commune d'Ollioules représentée par son Maire en exercice, **Monsieur Robert BENEVENTI** dûment habilité par une délibération du conseil municipal n°XXXXXXX en date du .... décembre 2017,

Ci-après désignée « La Commune »

**D'AUTRE PART,**

**Il est préalablement exposé ce qui suit :**

En vertu du décret ministériel n°2017/XX en date du ..... 2017, la métropole Toulon Provence Méditerranée sera créée à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 et devra exercer à cette date l'ensemble des compétences prévues à l'article L 5217-2 du code général des collectivités territoriales.

**Vu** le Code général des collectivités territoriales notamment ses articles L. 5217-2, L. 5215-27 ;

**Considérant** cependant que la Métropole ne possède pas encore les moyens nécessaires pour l'exercice d'une partie de ses compétences dès lors que l'exercice effectif de celles-ci par la Métropole implique la mise en place d'une organisation administrative et opérationnelle lourde et complexe ;

**Considérant** en outre, que les actes juridiques nécessaires au transfert des personnels ayant vocation à rejoindre les effectifs de la Métropole au titre du transfert des compétences en cause ne pourront recevoir plein effet avant la date du 1<sup>er</sup> janvier 2019 ;

**Considérant** dès lors que, dans l'attente de la mise en place de cette organisation pérenne, il apparaît nécessaire d'assurer la continuité du service public jusqu'à ce que la Métropole soit en mesure de réaliser par ses moyens propres l'intégralité des missions concourant à l'exercice des compétences en cause ;

**Considérant** à cet égard que seules les Communes sont en mesure de garantir cette continuité, en accomplissant de manière temporaire au nom et pour le compte de la Métropole les actes matériels nécessaires à l'exercice des compétences transférées.

**Considérant** à cet égard que seules les Communes sont en mesure de garantir cette continuité, en accomplissant de manière temporaire au nom et pour le compte de la Métropole les actes matériels nécessaires à l'exercice des compétences transférées.

Une telle convention peut ainsi être conclue entre la Métropole et les Communes aux fins de leur confier, pour son compte, la gestion courante des services relevant de ses attributions dans l'attente de la mise en place d'une organisation pérenne.

La présente convention de gestion a pour objet de préciser les conditions dans lesquelles la Commune assurera à titre transitoire la gestion de ces compétences.

**Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :**

### **ARTICLE 1 – OBJET**

Conformément à l'article L 5217-7 du CGCT, la Métropole confie à la Commune à titre exceptionnel et transitoire, la gestion des compétences énumérées à l'article 4 ci-après.

La présente convention a pour objet de définir les conditions et les modalités selon lesquelles la Métropole confie la gestion de ces services à la Commune.

### **ARTICLE 2 – CADRE JURIDIQUE DE LA CONVENTION**

La présente convention est une convention de gestion conclue sur le fondement des dispositions conjointes du I de l'article L. 5217-7 et de l'article L. 5215-27 du Code général des collectivités territoriales.

L'article L 5215-27 du code général des collectivités territoriales prévoit la possibilité de confier à l'une des Communes membres la gestion d'un équipement qui relève de sa compétence : « La communauté urbaine (la Métropole) peut confier, par convention avec la ou les collectivités concernées, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions à une ou plusieurs Communes membres, à leurs groupements ou à toute collectivité territoriale ou établissement public. Dans les mêmes conditions, ces collectivités peuvent confier à la communauté urbaine la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de leurs attributions ».

En outre, dans la mesure où elle organise une relation interne au secteur public, et dans la mesure où cette convention ne s'exerce pas sur un marché concurrentiel, elle est exempte de toute procédure de publicité et de mise en concurrence.

### **ARTICLE 3 : DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention est conclue pour une durée maximale de un (1) an, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

### **ARTICLE 4 : MISSIONS CONFIEES A LA COMMUNE**

La Commune assure sur son territoire la gestion des compétences suivantes pour le compte de la Métropole :

- A préciser en fonction des communes

Les missions essentielles des services sont listées en **annexe 1**.

## **ARTICLE 5 : MODALITES D'EXECUTION**

La Commune s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la bonne exécution des missions qui lui sont confiées, dans le respect des dispositions de la présente convention.

Les missions exercées par la Commune à titre transitoire s'appuieront notamment sur :

- Les prestations exercées en régie par la Commune par du personnel affecté par celle-ci à l'exercice de ces missions ;
- Les moyens matériels nécessaires à leur exercice ;
- Les contrats passés par la Commune.

### **5.1 Moyens humains affectés aux missions**

La Commune demeure l'employeur du personnel qui assure l'exercice des missions objet de la présente convention et qui demeurent par conséquent sous l'autorité hiérarchique et fonctionnelle du Maire.

Au début de l'exercice de leurs missions, les Communes feront connaître à la Métropole les personnels affectés à l'exercice des missions faisant l'objet de la présente convention de gestion transitoire.

A l'expiration de la présente, le personnel sera transféré à la Métropole ou mis à disposition dans les conditions prévues par la législation en vigueur et selon les modalités précisées en 2018 entre la Métropole et la Commune pour assurer l'organisation opérationnelle des services.

Au cours de l'exercice 2018, les recrutements et les passages en comité technique doivent faire l'objet d'une validation préalable du Président de la Métropole ou de son représentant. Les autres types d'évolution des équipes en charge des missions objet de la présente convention (évolution de carrière, sanctions, etc.) doivent faire l'objet d'une simple information de la Métropole.

La Métropole s'engage à apporter ses observations sous un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande émanant de la Commune après concertation entre les services concernés des deux parties. En l'absence de réponse de la Métropole, la position de cette dernière sera jugée comme favorable.

### **5.2. Patrimoine**

Les biens nécessaires à l'exercice des compétences transférées au 1<sup>er</sup> janvier 2018 et visées à l'article 4 de la présente convention sont transférés à la Métropole.

Afin d'assurer la gestion des services objets de la présente convention, la Commune est autorisée à utiliser les biens meubles et immeubles nécessaires à l'exercice des compétences transférées à la Métropole qui sont déjà sa propriété ou qui le deviendraient au cours de l'exercice de la présente.

La Commune doit veiller au bon état, à la propreté et à la qualité des biens relevant des services dont elle assure la gestion dans le cadre de la convention

### **5.3. Actes, contrats, marchés**

Concernant les contrats en cours : La Commune assure le suivi, la gestion et l'exécution administrative et technique des contrats en cours, y compris les marchés afférents aux missions dont l'exercice lui est confié par la présente convention. La Commune procède notamment à l'acquisition des fournitures et assure la maîtrise d'ouvrage des travaux s'inscrivant dans le cadre de ses missions.

Concernant les nouveaux contrats :

Les actes, contrats, marchés, qui par leurs caractéristiques (durée, engagements financiers, etc.) relèvent de la gestion courante des compétences confiées à la Commune, sont passés et exécutés par la Commune.

A l'inverse, les actes, contrats, marchés, qui par leurs caractéristiques (durée, engagements financiers, etc.) dépassent manifestement la gestion courante des compétences confiées à la Commune, sont passés et exécutés par la Métropole. Dans ce cas, la Commune met ses services à la disposition de la Métropole pour préparer et suivre les procédures de passation, et assurer le suivi technique des actes dans le cadre de l'exécution.

Modalités de coordination pour la passation et l'exécution des contrats - En vue d'assurer la coordination des parties, la Commune informera préalablement par écrit pour validation préalable par la Métropole de tout acte engageant de manière significative l'exercice des compétences sur les plans humain, financier et opérationnel. Il pourra s'agir notamment d'un ordre de service, d'un avenant, ou d'un nouveau contrat au terme postérieur à la convention. Dans ces cas la Commune sollicitera l'accord écrit du Président de la Métropole ou de son représentant en lui communiquant le projet de contrat ou d'acte.

La Métropole disposera d'un délai de quinze jours à compter de la date de la transmission pour valider l'acte ou faire valoir ses observations étant précisé que l'absence de réponse de sa part dans ce délai vaudra refus.

Dans tous les cas, la Commune informera la Métropole du démarrage des travaux et l'invitera aux réunions de réception à leur achèvement.

A l'expiration de la présente convention, les contrats signés dans le cadre de la gestion de service seront exécutés dans les conditions antérieures jusqu'à leur échéance par la Métropole.

## **ARTICLE 6 : DISPOSITIONS FINANCIERES**

### **6.1 : Principes**

L'exercice par les Communes des missions visées à la présente convention ne donne lieu à aucune rémunération.

Pour l'exercice des missions et compétences objet de la présente, la Commune interviendra dans les limites de l'enveloppe financière définie par compétence par la Métropole.

L'enveloppe financière visée à l'alinéa précédent correspond à l'attribution de compensation résultant de l'évaluation des charges transférées effectuée par la Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées (CLECT) en 2018.

Le montant définitivement arrêté par la CLECT n'étant pas connu au jour de la conclusion des présentes, il sera précisé par un avenant ultérieur qui interviendra dans les plus brefs délais suivant la décision de la CLECT et en tout état de cause avant le terme de la convention.

## **6.2 : Dépenses**

### **6.2.1: Mandatement des dépenses.**

Pour les missions réalisées pour le compte de la Métropole, les Communes procéderont au mandatement des dépenses dans les délais légaux après service fait et dans le respect des règles relatives à la dépense publique des collectivités territoriales. Tout intérêt moratoire dû par la Commune pour défaut de mandatement dans les délais reste à sa charge.

Les emprunts affectés aux compétences sont transférés à la Métropole au 1er janvier 2018 qui assurera directement le paiement des échéances.

Les dépenses liées à l'exercice des missions objet de la présente, font l'objet d'une comptabilisation dans le budget de la Commune.

### **6.2.2 : Remboursement**

Les dépenses directes et indirectes exposées et décaissées par la Commune pour assurer la gestion du service conformément aux missions qui lui sont confiées font l'objet d'un remboursement à l'euro près par la Métropole.

Ce remboursement sera effectué dans la limite de l'enveloppe financière déterminée par compétence dans les conditions prévues à l'article 6.5

### **6.2.3 : Cas des nouvelles opérations d'investissement**

Les nouvelles opérations d'investissement qui de par leur envergure dépassent manifestement la gestion courante des compétences sont prises en charge par la Métropole sur son budget au regard de la programmation des investissements validée pour 2018. Dans ce cas, la Commune met ses services à la disposition de la Métropole pour préparer et assurer le suivi technique de l'opération. La Métropole pourra confier la réalisation d'une opération à la Commune dans le cadre d'une convention de mandat précisant les modalités d'exécution.

Les opérations d'investissement qui entrent dans le cadre de la gestion courante des compétences sont prises en charge par la Commune pour le compte de TPM.  
Ces opérations sont gérées selon le régime des opérations sous mandat.



Les dépenses exposées par la Commune sont alors retracées au compte 458 « opérations d'investissement » et donnent lieu à un remboursement dans les conditions prévues au présent article 6.

### **6.3 Recettes**

#### **6.3.1 : Principe**

Les recettes associées aux compétences transférées sont perçues directement par la Métropole qui émettra directement les titres de recettes conformément aux règles de la comptabilité publique après instruction et information de la Commune. L'encaissement et le recouvrement sont assurés par le comptable public de la Métropole.

Concernant la taxe d'aménagement, la Commune continue de percevoir la taxe d'aménagement et la taxe d'aménagement majorée entre le 1<sup>er</sup> janvier 2018 et le 31 décembre 2018. La Commune reverse à la Métropole :

- le produit de la taxe d'aménagement au titre des autorisations d'urbanisme délivrées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018,
- la part de la taxe d'aménagement majorée qui lui revient.

Lorsque la Commune perçoit en 2018 une recette au titre de l'exercice 2018 concernant les compétences visées à l'article 4 de la présente convention, elle est reversée à la Métropole. Inversement, lorsque la Métropole perçoit une recette portant sur les compétences transférées au titre des exercices antérieurs à leurs transferts, elle la reverse à la Commune.

La Commune identifie les subventions auxquelles le projet est éligible, assure la préparation, la production des pièces de la demande et le suivi de la procédure. La Métropole assure la signature des demandes de subvention. Les subventions sont versées directement à la Métropole. La Métropole conserve la possibilité de solliciter directement des subventions et en informe la Commune concernée.

#### **6.3.2 : FCTVA**

En application des règles relatives au FCTVA, seule la Métropole, sous réserve des conditions habituelles d'éligibilité, bénéficie d'une attribution du fonds de compensation. En conséquence, la Métropole se charge de la récupération du FCTVA pour les travaux réalisés pour son compte.

La Commune lui fournira un état des dépenses acquittées et des recettes déductibles pour réaliser cette opération à la fin de chaque mois civil selon les principes visés à l'article 6.4.

La Métropole procédera à l'émission des titres et à l'encaissement des recettes conformément aux règles de la comptabilité publique.

#### **6.4. : Décompte**

Afin que la Métropole puisse intégrer les opérations comptables réalisées par la Commune dans sa propre comptabilité, le décompte distinguera par compétence, les montants relatifs tant en dépenses qu'en recettes le cas échéant, sous forme de fichier Excel conforme à l'annexe 3.

Ces décomptes doivent être certifiés par l'ordonnateur et le comptable ayant exécuté la dépense.

Concernant la refacturation des dépenses des personnels, un état liquidatif établi par l'ordonnateur faisant mention des noms des employés communaux, de la période concernée, des indices ou tarif horaire de chacun d'eux et du montant à rembourser, toutes charges comprises devra également être transmis. Le double de ce relevé doit être joint au mandat de paiement du service débiteur.

Le comptable de la Métropole pourra exercer le droit d'évocation des pièces justificatives auprès des comptables publics concernés dans le cadre de contrôles ou en tant que de besoin. La délibération autorisant la conclusion de la convention et des conventions signées par les ordonnateurs concernés devront être transmis au comptable de la Métropole.

Ces décomptes font l'objet d'une transmission mensuelle à la Métropole et d'un contrôle de conformité par la Métropole dans les conditions précisées à l'**annexe 2**.

Il est procédé à l'arrêté des comptes selon le calendrier de clôture propre à la Métropole et, le cas échéant, aux régularisations comptables nécessaires. Conformément à la rubrique 419422 de l'annexe au décret n°2016 -33 du 20 janvier 2016, la Commune transmettra à la Métropole un décompte des opérations réalisées depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018. Ce décompte devra préciser l'état des restes à réaliser.

#### **6.5 : Flux financiers**

Les flux de remboursement seront effectués une fois arrêté le montant de l'attribution de compensation définitive sous réserve de l'application des principes visés à l'article 6.1 de la présente convention.

La Commune émet un titre de recettes à l'encontre de TPM pour le montant du remboursement.

#### **ARTICLE 7 : RESPONSABILITES - ASSURANCES**

La Commune est responsable à l'égard de la Métropole et des tiers des éventuels dommages de tous ordres résultant de ses obligations ou du non-respect de ses obligations dans le cadre de la présente convention.

La Commune s'engage à souscrire toute police d'assurance garantissant sa responsabilité civile dans le cadre de l'exécution des missions confiées au titre de la présente convention.

Il est également convenu que l'intégralité des biens meubles et immeubles associés aux équipements et aux services énumérés à l'article 4 de la présente convention continuera d'être assurée par la Commune. Spécialement, elle maintiendra sa garantie contre tous les dommages susceptibles d'affecter les biens visés à l'article 5.2. et continuera à contracter tous les contrats la garantissant contre les risques inhérents à l'utilisation des biens mobiliers, appartenant ou mis à disposition de la Métropole.

La Commune transmettra à la Métropole les attestations correspondantes.

La Commune s'engage à payer les primes d'assurance correspondantes et à assurer le suivi des éventuels dossiers « sinistres » (déclaration, gestion des relations avec l'assureur et les experts, état des pertes, encaissement des indemnités sous déduction des franchises et des limitations de garantie). Elle réalisera les travaux de réparation / reconstruction nécessaires.

La Métropole remboursera les primes d'assurance correspondantes qui lui seront transmises par la Commune dans le cadre des décomptes visés à l'article 6.4 et dans le respect des principes de l'article 6.1.

La Commune certifie par ailleurs qu'elle a souscrit une police d'assurance garantissant sa responsabilité civile au titre des activités couvertes par la présente convention. Elle s'engage à maintenir cette assurance en vigueur pendant toute la durée de la convention.

#### **ARTICLE 8 : INFORMATION ET COORDINATION**

Aux fins d'une bonne coordination entre les parties, la Métropole pourra se rapprocher de la Commune ou la Commune de la Métropole afin de recueillir les informations liées à l'exécution de la présente convention ainsi qu'à la gestion des compétences que la Métropole assurera à l'échéance.

La Commune adressera à la Métropole, dans les six mois de la clôture de l'exercice concerné, un rapport d'activité synthétique.

#### **ARTICLE 9 : TRANSFERTS DE BIENS, DROITS ET OBLIGATIONS A L'ISSUE DE LA CONVENTION**

La Commune s'engage à tout mettre en œuvre dans le but de préparer dans les meilleures conditions possibles le transfert des biens, droits et obligations, conformément aux dispositions des articles L 5215-28 et L 5217-5 du CGCT en vertu desquelles les immeubles et meubles du domaine public des Communes affectés aux compétences transférées font l'objet d'un transfert définitif de propriété au profit de la Métropole.

La commune établira la liste des biens à transférer. En tout état de cause, les états d'inventaire communaux devront être mis en conformité avec les états d'actifs du comptable public préalablement à la rédaction des procès-verbaux de mise à disposition.

#### **ARTICLE 10 : RESILIATION**

La présente convention pourra être résiliée d'un commun accord entre les deux parties ou en cas d'inexécution de ses obligations par l'une des parties.

Dans les deux cas, un préavis de trois mois après réception d'une lettre recommandée avec accusé de réception, devra être respecté.

En cas de résiliation, il est procédé dans les meilleurs délais à un constat contradictoire des missions effectuées par la Commune et des travaux éventuellement réalisés. Le constat contradictoire fait l'objet d'un procès-verbal qui précise notamment les mesures conservatoires que la Commune doit prendre pour assurer la conservation et la sécurité des prestations et travaux effectués. Il indique enfin le délai dans lequel la Commune doit remettre à la Métropole l'ensemble des pièces et données relatives aux missions confiées.

## **ARTICLE 11 : FIN DE LA CONVENTION**

A l'issue de la présente convention, et sans préjudice des dispositions de la présente convention, la Commune remet à la Métropole :

- Les biens mis à disposition (y compris renouvelés) en l'état de leur transfert au 1er janvier 2018 la liste des biens et les PV de mise à disposition,
- La liste des agents,
- Les plans de réseaux à jour ainsi que l'ensemble des documents et actes nécessaires à la gestion des équipements réalisés (plans de récolement, PV de réception, etc.),
- Copie des contrats passés par la Commune avec les tiers pour l'exercice de la présente convention et dont la durée va au-delà de l'échéance de la présente convention.
- L'ensemble des données informatiques (bases de données, fichiers, informations géographiques...) nécessaires à l'exercice de la compétence.
- 

## **ARTICLE 12 : ATTRIBUTIONS JURIDICTIONNELLES**

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige portant sur l'interprétation et/ou l'exécution de la présente convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre le différend à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec des voies amiables de résolution, toute action contentieuse doit être soumise au tribunal administratif de Toulon.

## **ARTICLE 13 : ANNEXES**

La présente convention comprend trois annexes :

Annexe 1 : Répartition des rôles entre la Métropole et la Commune en 2018 **sur le périmètre des actions dévolues aux Communes à titre transitoire**

Annexe 2 : Processus de transmission et contrôle des décomptes

Annexe 3 : Maquette du décompte

Ces annexes font partie intégrante de la présente convention.

Fait à Toulon, le .... décembre 2017

Pour la Commune,

Le Maire

Pour la Métropole,

Le Président

**Annexe N°1 : Répartition des rôles en 2018 sur le périmètre des actions  
dévolues aux communes à titre transitoire**

**Plan local d'Urbanisme ou document en tenant lieu**

|   | <b>Métropole</b> | <b>Commune</b>   |
|---|------------------|--|
| <i>Poursuite des procédures engagées par les communes avant le 31 décembre 2017</i>   | X                | X<br>(Sous réserve d'un accord de la commune pour la poursuite des procédures) |
| <i>Production des actes préparatoires aux délibérations prises par la Métropole et relatives aux procédures engagées par la commune avant le 31 décembre 2017 ou engagées par la Métropole après le 1er janvier 2018 des :</i><br><ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>PLU,</i></li> <li>- <i>Règlements locaux de publicité,</i></li> <li>- <i>Sites patrimoniaux remarquables (Ex- AVAP),</i></li> <li>- <i>ZAP (zones agricoles protégées)</i></li> </ul>   |                  | X  |
| <i>Prise en charge des tâches relatives à la conduite des procédures en cours ou à venir en 2018 :</i><br><ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>organisation des réunions,</i></li> <li>- <i>rédaction des comptes rendus,</i></li> <li>- <i>travaux d'ingénierie et/ou suivi des bureaux d'études,</i></li> <li>- <i>participation aux réunions en tant que PPA,</i></li> <li>- <i>mise en œuvre des modalités de la concertation,</i></li> <li>- <i>organisation de l'enquête publique,</i></li> <li>- <i>élaboration des documents permettant la validation dans les instances communautaires,</i></li> <li>- <i>rédaction de tous les actes non officiels,</i></li> <li>- <i>exécution des marchés en cours,</i></li> <li>- <i>exercice des obligations inhérentes à la mise en ligne des documents d'urbanisme,</i></li> <li>- <i>préparation des cahiers des charges permettant à la Métropole de lancer les consultations ad hoc....)</i></li> </ul> |                  | X  |
| <i>Prise des actes officiels (arrêté, notification, publicité, affichage, etc.) et délibérations afférentes aux procédures</i>  | X                |  |
| <i>Organisation du débat sur la politique locale de l'urbanisme (article L.5211-62 du CGCT)</i>   | X                |  |

**Droit de Préemption Urbain**

|   |   |  |
|---|---|--|
| <i>Réception, traitement technique et instruction des déclarations d'intention d'aliéner (1er niveau)</i> |   | X  |
| <i>Exercice du droit de préemption Métropole</i>  | X | X<br>En cas de délégation « cas par cas » pour les biens d'intérêt local |

### Autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages

|  | <i>Métropole</i>                | <i>Commune</i> |
|--|---------------------------------|----------------|
| Suivi opérationnel des concessions passées avec l'Etat ainsi que des sous-concessions de plage en cours  |                                 | X              |
| Exécution du contrat de concession (nettoyage, gestion des posidonies, maintien du haut de côte, AOT, sous traitance de concession, etc.)  |                                 | X              |
| Gestion des relations contractuelles avec l'Etat et avec les sous-concessionnaires   | X<br>concertation/participation | X              |
| Etablissement du rapport annuel sur l'analyse du fonctionnement de la concession, intégrant les rapports des sous concessionnaires et transmission à la Métropole au plus tard le 30 juin de l'année N+1 |                                 | X              |
| Coordination des actions et mise en œuvre de la stratégie métropolitaine sur la gestion des concessions de plage   | X                               |                |

Ne sont pas concernés par la convention de gestion transitoire les pouvoirs de police du maire en matière de surveillance de la baignade et de l'analyse des eaux de baignade qui restent de la compétence de la commune.

### Actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager

|   | <i>Métropole</i>                | <i>Commune</i>                  |
|---|---------------------------------|---------------------------------|
| Poursuite et mise en œuvre des actions déjà lancées   |                                 | X                               |
| Définition des futurs plans de gestion et de la stratégie métropolitaine de développement des sites et études | X                               | X<br>Concertation/participation |
| Coordination des partenaires (ONF, Etat, PNPC, etc.)  | X                               | X                               |
| Pistes DFCI (entretien)   |                                 | X                               |
| Plan d'aménagement forestier  | X<br>Concertation/participation | X<br>Suivi/mise en œuvre        |
| PIDAF   | X<br>Concertation/participation | X<br>Suivi/mise en œuvre        |

### Contribution à la transition énergétique

|   | <i>Métropole</i> | <i>Commune</i> |
|---|------------------|----------------|
| Poursuite et mise en œuvre des actions déjà lancées | X                | X              |
| Elaboration et mise en œuvre du PCAET               | X                |                |

**Création, aménagement et entretien de voirie et des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;  
Signalisation**

|  | <i>Métropole</i> | <i>Commune</i> |
|--|------------------|----------------|
| <b>Entretien/aménagement des voiries et espaces transférés</b>   |                  |                |
| Aménagement et entretien de la voirie transférée : chaussée et dépendances de voirie (piste cyclables, trottoirs, accotements, plantations d'alignement et massifs attenants à la voirie, y compris les interventions de viabilité hivernale, etc.), équipements affectés à la sécurité routière (carrefours giratoires, ralentisseurs, etc.)  |                  | X              |
| Aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacements urbains transférés ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires : pistes cyclables hors voirie, parcs à vélos, venelles publics, places publiques, promenades (y compris les interventions de viabilité hivernale), les parcs et jardins de compétence métropolitaine |                  | X              |
| Aménagement et entretien des espaces publics urbains transférés attenants à la voirie : jeux d'enfants, places des boules (y compris la viabilité hivernale)   |                  | X              |
| Signalisation : équipements de signalisation verticale et horizontale, y compris la signalisation tricolore et le jalonnement directionnel   |                  | X              |
| Installation, entretien et nettoyage du mobilier urbain : arceaux, potelets, bancs publics, panneaux publicitaires, toilettes publiques, etc.  |                  | X              |
| Propreté : nettoyage et balayage des voiries hors parcs et jardins publics restés communaux y compris la pose, l'entretien et le vidage des corbeilles ainsi que l'enlèvement des tags   |                  | X              |
| Eclairage public : éclairage des rues et des espaces publics de compétence métropolitaine  |                  | X              |
| <b>Permissions de voirie et déclarations de travaux</b>  |                  |                |
| Instruction des demandes de permissions de voirie (occupation du domaine public routier avec emprise au sol : concession de voirie en matière de réseaux divers tels que télécommunication, électricité, gaz, assainissement, eau potable, chauffage urbain...)  |                  | X              |
| Signature et délivrance des permissions de voirie  | X                |                |
| Instruction et signature des DT et DICT  |                  | X              |
| Instruction des actes d'urbanisme sur les accès à la voie publique   |                  | X              |
| Avis sur la conformité du stationnement dans les permis de construire  |                  | X              |
| Numérotage métrique des voies et plaques de rues   |                  | X              |

Il est précisé que les voies comprises dans les zones d'activités industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire entrent dans le champ des missions ci-dessus.

En l'absence de transfert au Président de la Métropole des pouvoirs de police de circulation et de stationnement, le Maire de la Commune reste seul compétent pour délivrer les permis de stationnement (occupation du domaine public routier sans emprise au sol : terrasse de cafés et restaurants, rôtissoires, glacier, manèges, animations diverses...) ainsi que les décisions d'implantation d'un équipement de sécurité routière (chicane, dos d'âne, feu tricolore...) et de limitation de vitesse.

Sont exclues par voie de conséquence les missions suivantes relevant de compétences restées communales, notamment :

- création (y compris la conception), aménagement et entretien (y compris le nettoyage et la gestion du mobilier urbain) des parcs et jardins communaux (y compris dépendances et accessoires inclus sur ces parcs et jardins) non transférés par les communes,
- décorations festives (Noël, fêtes locales, ...),
- pavoisement,
- mise en lumière du patrimoine,
- et de façon générale tous les aménagements d'agrément (statues, fontaines parterres...) non situés sur les espaces transférés à la Métropole, etc.

**Création, aménagement et entretien des parcs et aires de stationnement  
(Stationnement payant sur la voirie uniquement)**

|   | <i>Métropole</i> | <i>Commune</i> |
|---|------------------|----------------|
| Aménagement et entretien de l'ensemble des parcs et aires de stationnement  |                  | X              |
| Nettoyage : nettoyage et balayage y compris la pose, l'entretien et le vidage des corbeilles ainsi que l'enlèvement des tags              |                  | X              |
| Exécution des contrats, marchés et opérations en cours et nouvelles relevant de la gestion courante                                       |                  | X              |
| Gestion et encaissement des redevances (pouvoir de police du maire) et reversement à la Métropole de la partie Forfait post stationnement |                  | X              |



**Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules hybrides rechargeables (IRVE)**

|  | <i>Métropole</i> | <i>Commune</i>    |
|--|------------------|-------------------|
| Entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage de véhicules électriques ou hybrides rechargeables   |                  | X                 |
| <b>Gestion en régie</b>  |                  |                   |
| Exécution des contrats, marchés et opérations en cours et nouvelles relevant de la gestion courante  |                  | X                 |
| <b>Gestion via un syndicat (SYMIELECVAR)</b>   |                  |                   |
| Passation d'une convention afin de maintenir une gestion à titre transitoire de la compétence « IRVE » par le SYMIELECVAR (pour les communes concernées) | X                |                   |
| Gestion des relations avec le syndicat   | X                | X<br>Appui humain |

**Politique du logement; aides financières au logement social; actions en faveur du logement social; action en faveur du logement des personnes défavorisée; amélioration du parc immobilier bâti; réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre**

|   | <i>Métropole</i> | <i>Commune</i>    |
|---|------------------|-------------------|
| <b>Politique du logement</b>  |                  |                   |
| Ingénierie relative aux conventions EPF   | X                |                   |
| Saisine de l'EPF  | X                |                   |
| Suivi de la convention foncière avec l'EPF  |                  | X                 |
| Production des actes préparatoires aux délibérations prises par la Métropole  |                  | X                 |
| Prise des actes officiels et délibérations afférentes   | X                |                   |
| <b>Aides financières au logement social</b>   |                  |                   |
| Instruction des demandes de garanties d'emprunt sollicitées par les bailleurs sociaux pour les opérations de logements social déposées à partir du 1er janvier 2018 |                  | X                 |
| Prise de la garantie d'emprunt aux bailleurs sociaux pour les opérations de logement social dont la demande est déposée à partir du 1er janvier 2018,               | X                |                   |
| Production des actes préparatoires aux délibérations prises par la Métropole  |                  | X                 |
| Prise des actes officiels et délibérations afférentes   | X                |                   |
| Utilisation des droits de réservation liés à cette garantie   | X                | X<br>Concertation |
| <b>Actions en faveur du logement des personnes défavorisées</b>   |                  |                   |
| Instruction des demandes de subvention des associations intervenant dans le domaine de l'intermédiation locative hors demandes au titre du contrat de ville         |                  | X                 |
| Versement des subventions aux associations intervenant dans le domaine de l'intermédiation locative hors crédits spécifiques  | X                |                   |

|  |  |                |
|--|--|----------------|
| contrat de ville   |  |                |
| Production des actes préparatoires aux délibérations prises par la Métropole   |  | X              |
| Prise des actes officiels et délibérations afférentes  | X  |                |
| <b>Amélioration du parc immobilier bâti</b>  |  |                |
| Rédaction des actes préparatoires à toute consultation ou à la mise en œuvre de toute nouvelle OPAH (cahier des charges, convention liant la collectivité avec l'ANAH, etc.) | X<br>Concertation/ vérification de la cohérence par rapport aux objectifs du PLH | X<br>Rédaction |
| Mise en œuvre et suivi de toute nouvelle Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (instances, communication avec les propriétaires, partenariat, etc.).              |  | X              |
| Participation aux instances de suivi des nouvelles OPAH opérationnelles en 2018  | X  |                |
| Production des actes préparatoires aux délibérations prises par la Métropole   |  | X              |
| Prise des actes officiels et délibérations afférentes  | X  |                |

### Politique de la ville

|  | Métropole | Commune |
|--|-----------|---------|
| Ingénierie de projet sur les thématiques liées aux trois piliers du contrat et aux axes transversaux, ainsi que sur le dispositif d'évaluation du contrat  |           | X       |
| Pilotage et animation générale du Contrat de Ville en lien avec les partenaires et les différents services de TPM : mise en œuvre et suivi de la programmation annuelle, ingénierie autour de projets transversaux, en particulier en matière d'insertion et d'emploi, de l'habitat (GSUP, TFPB,...) | X         |         |
| Animation territoriale et interface avec les acteurs associatifs dans le cadre du montage et du suivi de leur projet y compris gestion administrative  |           | X       |
| Accompagnement des porteurs et le suivi de leurs actions dans le cadre de la programmation annuelle,   |           | X       |
| Suivi et évaluation de l'impact du plan d'actions par quartier   |           | X       |
| Animation des différentes instances du contrat de ville (équipe projet intercommunal, comité de lecture intercommunal, Comité Technique, comités de pilotage) à l'échelle de l'agglomération afin de faciliter le suivi des actions et des engagements financiers de chaque partenaire signataire    | X         | X       |
| Contrôle de l'articulation du contrat de ville avec les dispositifs de droit commun relevant de son territoire comme : le Contrat local de Sécurité de prévention de la délinquance, Contrat Local de Santé, le Projet de réussite éducative, les Conseils citoyens                                  |           | X       |
| Suivi de la mission de l'observation socio-urbaine de l'AUDAT  | X         |         |
| Elaboration et mise en œuvre de la démarche de suivi-évaluation en lien avec la Direction de l'évaluation et du conseil de gestion de TPM, rapport annuel, à mi-parcours et final  | X         |         |
| Gestion administrative et financière du contrat de ville   | X         |         |
| Production des actes préparatoires aux délibérations prises par la Métropole   | X         |         |
| Prise des actes officiels et délibérations afférentes  | X         |         |

## Gestion des eaux pluviales urbaines

|   | <i>Métropole</i> | <i>Commune</i>  |
|---|------------------|---|
| Contrôle et entretien des dispositifs évitant ou limitant le déversement des eaux pluviales dans ces ouvrages publics   |                  | X   |
| Exécution des contrats, marchés et opérations en cours et nouvelles relevant de la gestion courante   |                  | X   |
| Entretien et nettoyage des ouvrages d'écoulement des eaux pluviales et ouvrages hydrauliques  |                  | X   |
| Délimitation de zones nécessitant des mesures spécifiques pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement en lien avec la métropole | X                | X<br>Participation  |
| Poursuite de tous les schémas directeurs dont la procédure a été lancée avant le 31 décembre 2017   |                  | X   |
| Validation de l'opportunité du lancement de nouvelle procédure d'élaboration de schéma directeur à compter du 1er janvier 2018  | X                | X<br>Participation aux instances<br>(COTECH, COPIL)                     |
| Elaboration des schémas directeurs pluviaux lancés par la métropole à compter du 1er janvier 2018   | X                | X<br>Participation ( <i>participation au groupe de travail, etc..</i> ) |
| Instruction des actes d'urbanisme sur l'assainissement pluvial  |                  | X   |

1. 2. 3. 4. 5. 6. 7. 8. 9. 10. 11. 12. 13. 14. 15. 16. 17. 18. 19. 20. 21. 22. 23. 24. 25. 26. 27. 28. 29. 30. 31. 32. 33. 34. 35. 36. 37. 38. 39. 40. 41. 42. 43. 44. 45. 46. 47. 48. 49. 50. 51. 52. 53. 54. 55. 56. 57. 58. 59. 60. 61. 62. 63. 64. 65. 66. 67. 68. 69. 70. 71. 72. 73. 74. 75. 76. 77. 78. 79. 80. 81. 82. 83. 84. 85. 86. 87. 88. 89. 90. 91. 92. 93. 94. 95. 96. 97. 98. 99. 100. 101. 102. 103. 104. 105. 106. 107. 108. 109. 110. 111. 112. 113. 114. 115. 116. 117. 118. 119. 120. 121. 122. 123. 124. 125. 126. 127. 128. 129. 130. 131. 132. 133. 134. 135. 136. 137. 138. 139. 140. 141. 142. 143. 144. 145. 146. 147. 148. 149. 150. 151. 152. 153. 154. 155. 156. 157. 158. 159. 160. 161. 162. 163. 164. 165. 166. 167. 168. 169. 170. 171. 172. 173. 174. 175. 176. 177. 178. 179. 180. 181. 182. 183. 184. 185. 186. 187. 188. 189. 190. 191. 192. 193. 194. 195. 196. 197. 198. 199. 200. 201. 202. 203. 204. 205. 206. 207. 208. 209. 210. 211. 212. 213. 214. 215. 216. 217. 218. 219. 220. 221. 222. 223. 224. 225. 226. 227. 228. 229. 230. 231. 232. 233. 234. 235. 236. 237. 238. 239. 240. 241. 242. 243. 244. 245. 246. 247. 248. 249. 250. 251. 252. 253. 254. 255. 256. 257. 258. 259. 260. 261. 262. 263. 264. 265. 266. 267. 268. 269. 270. 271. 272. 273. 274. 275. 276. 277. 278. 279. 280. 281. 282. 283. 284. 285. 286. 287. 288. 289. 290. 291. 292. 293. 294. 295. 296. 297. 298. 299. 300. 301. 302. 303. 304. 305. 306. 307. 308. 309. 310. 311. 312. 313. 314. 315. 316. 317. 318. 319. 320. 321. 322. 323. 324. 325. 326. 327. 328. 329. 330. 331. 332. 333. 334. 335. 336. 337. 338. 339. 340. 341. 342. 343. 344. 345. 346. 347. 348. 349. 350. 351. 352. 353. 354. 355. 356. 357. 358. 359. 360. 361. 362. 363. 364. 365. 366. 367. 368. 369. 370. 371. 372. 373. 374. 375. 376. 377. 378. 379. 380. 381. 382. 383. 384. 385. 386. 387. 388. 389. 390. 391. 392. 393. 394. 395. 396. 397. 398. 399. 400. 401. 402. 403. 404. 405. 406. 407. 408. 409. 410. 411. 412. 413. 414. 415. 416. 417. 418. 419. 420. 421. 422. 423. 424. 425. 426. 427. 428. 429. 430. 431. 432. 433. 434. 435. 436. 437. 438. 439. 440. 441. 442. 443. 444. 445. 446. 447. 448. 449. 450. 451. 452. 453. 454. 455. 456. 457. 458. 459. 460. 461. 462. 463. 464. 465. 466. 467. 468. 469. 470. 471. 472. 473. 474. 475. 476. 477. 478. 479. 480. 481. 482. 483. 484. 485. 486. 487. 488. 489. 490. 491. 492. 493. 494. 495. 496. 497. 498. 499. 500. 501. 502. 503. 504. 505. 506. 507. 508. 509. 510. 511. 512. 513. 514. 515. 516. 517. 518. 519. 520. 521. 522. 523. 524. 525. 526. 527. 528. 529. 530. 531. 532. 533. 534. 535. 536. 537. 538. 539. 540. 541. 542. 543. 544. 545. 546. 547. 548. 549. 550. 551. 552. 553. 554. 555. 556. 557. 558. 559. 560. 561. 562. 563. 564. 565. 566. 567. 568. 569. 570. 571. 572. 573. 574. 575. 576. 577. 578. 579. 580. 581. 582. 583. 584. 585. 586. 587. 588. 589. 590. 591. 592. 593. 594. 595. 596. 597. 598. 599. 600. 601. 602. 603. 604. 605. 606. 607. 608. 609. 610. 611. 612. 613. 614. 615. 616. 617. 618. 619. 620. 621. 622. 623. 624. 625. 626. 627. 628. 629. 630. 631. 632. 633. 634. 635. 636. 637. 638. 639. 640. 641. 642. 643. 644. 645. 646. 647. 648. 649. 650. 651. 652. 653. 654. 655. 656. 657. 658. 659. 660. 661. 662. 663. 664. 665. 666. 667. 668. 669. 670. 671. 672. 673. 674. 675. 676. 677. 678. 679. 680. 681. 682. 683. 684. 685. 686. 687. 688. 689. 690. 691. 692. 693. 694. 695. 696. 697. 698. 699. 700. 701. 702. 703. 704. 705. 706. 707. 708. 709. 710. 711. 712. 713. 714. 715. 716. 717. 718. 719. 720. 721. 722. 723. 724. 725. 726. 727. 728. 729. 730. 731. 732. 733. 734. 735. 736. 737. 738. 739. 740. 741. 742. 743. 744. 745. 746. 747. 748. 749. 750. 751. 752. 753. 754. 755. 756. 757. 758. 759. 760. 761. 762. 763. 764. 765. 766. 767. 768. 769. 770. 771. 772. 773. 774. 775. 776. 777. 778. 779. 780. 781. 782. 783. 784. 785. 786. 787. 788. 789. 790. 791. 792. 793. 794. 795. 796. 797. 798. 799. 800. 801. 802. 803. 804. 805. 806. 807. 808. 809. 810. 811. 812. 813. 814. 815. 816. 817. 818. 819. 820. 821. 822. 823. 824. 825. 826. 827. 828. 829. 830. 831. 832. 833. 834. 835. 836. 837. 838. 839. 840. 841. 842. 843. 844. 845. 846. 847. 848. 849. 850. 851. 852. 853. 854. 855. 856. 857. 858. 859. 860. 861. 862. 863. 864. 865. 866. 867. 868. 869. 870. 871. 872. 873. 874. 875. 876. 877. 878. 879. 880. 881. 882. 883. 884. 885. 886. 887. 888. 889. 890. 891. 892. 893. 894. 895. 896. 897. 898. 899. 900. 901. 902. 903. 904. 905. 906. 907. 908. 909. 910. 911. 912. 913. 914. 915. 916. 917. 918. 919. 920. 921. 922. 923. 924. 925. 926. 927. 928. 929. 930. 931. 932. 933. 934. 935. 936. 937. 938. 939. 940. 941. 942. 943. 944. 945. 946. 947. 948. 949. 950. 951. 952. 953. 954. 955. 956. 957. 958. 959. 960. 961. 962. 963. 964. 965. 966. 967. 968. 969. 970. 971. 972. 973. 974. 975. 976. 977. 978. 979. 980. 981. 982. 983. 984. 985. 986. 987. 988. 989. 990. 991. 992. 993. 994. 995. 996. 997. 998. 999. 1000.

## Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations

|   | <i>Métropole</i> | <i>Commune</i>    |
|---|------------------|-------------------|
| Entretien et nettoyage des cours d'eau au titre des obligations de propriétaire riverain de TPM, zones humides, et ouvrages GEMAPI                              |                  | X                 |
| Lutte contre l'érosion du trait de côte et entretien des ouvrages hydrauliques littoraux, quand ils participent à la protection contre les submersions marines. |                  | X                 |
| Exécution des contrats et marchés   |                  | X                 |
| Poursuite des investissements   |                  | X                 |
| Développement d'une stratégie de gestion des milieux aquatiques et qualité de l'eau dans les documents d'aménagement  | X                |                   |
| Elaboration des plans de gestion des cours d'eau  | X                | participation     |
| Etudes pour les investissements futurs  | X                | participation     |
| <b>Gestion via un syndicat (Syndicat du Gapeau, Syndicat de L'Eygoutier et le syndicat de la Reppe et du Gd Vallat.)</b>  |                  |                   |
| Désignation des délégués appelés à siéger dans les instances des syndicats au titre de la compétence « GEMAPI » dès le 1er janvier 2018                         | X                |                   |
| Versement d'une contribution  | X                |                   |
| Gestion des relations avec le syndicat  | X                | X<br>Appui humain |

## Service public de défense extérieure contre l'incendie (DECI)

|  | <i>Métropole</i> | <i>Commune</i>  |
|--|------------------|-----------------|
| Aménagement, gestion et entretien des points d'eau nécessaires à l'alimentation en eau des moyens des services d'incendie et de secours et, à titre facultatif, intervention en amont de ces points d'eau pour garantir leur approvisionnement |                  | X               |
| Mettre à jour la base de données REMOCRA   | X                | X Participation |
| Mise à jour du diagnostic et élaboration du schéma DECI  | X                | X Participation |
| Instruction des autorisations d'urbanisme pour la DECI (existence des points d'eau, continuité)  |                  | X               |
| Réalisation des contrôles DECI sur les autorisations d'urbanisme   |                  | X               |
| Police spéciale correspondant appartenant au Président de la Métropole en vertu des dispositions de l'article L 5217-3 CGCT  | X                |                 |
| Conventionnement avec le SDIS pour le contrôle des points d'eau antérieurement assuré par le SDIS à titre gratuit  | X                |                 |
| Contribution au SDIS   | X                |                 |
| Production des actes préparatoires aux délibérations prises par la Métropole   |                  | X               |
| Prise des actes officiels et délibérations afférentes  | X                |                 |
| Exécution des contrats, marchés et opérations en cours et nouvelles relevant de la gestion courante  |                  | X               |
| Signature de tous les actes nécessaires à l'exécution de la prestation de service en cours liée au contrôle et à la mise en place de PEI (PV prise en charge des installations, PV de réception des travaux, etc.)                             |                  | X               |
| Contrôle de l'exécution de la prestation   |                  | X               |

## Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain

|   | <i>Métropole</i> | <i>Commune</i> |
|---|------------------|----------------|
| Aménagement des abords des gares, des gares elles-mêmes, dans le respect des compétences de la Région, de la SNCF et de SNCF Réseau |                  | X              |
| Production des actes préparatoires aux délibérations prises par la Métropole  |                  | X              |
| Prise des actes officiels, signature de conventions en partenariat avec la Région, SNCF et SNCF Réseaux et délibérations afférentes | X                |                |
| Exécution des contrats, marchés et opérations en cours et nouvelles relevant de la gestion courante                                 |                  | X              |

## Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz

|   | <i>Métropole</i>  | <i>Commune</i>    |
|---|---|-------------------|
| <b>Gestion via un contrat de concession</b>   |   |                   |
| Signature de tous les actes nécessaires à l'exécution de la concession  | X<br>Validation préalable de la métropole                                 | X                 |
| Activités de contrôle de la concession  |   | X                 |
| Conciliation entre clients et fournisseurs  |   | X                 |
| Maîtrise d'ouvrage des travaux d'effacement de réseaux  |   | X                 |
| Contrôle de l'exécution des travaux   | X<br>Participation éventuelle aux réunions de réception à leur achèvement | X                 |
| Gestion des relations contractuelles avec le concessionnaire  | X<br>concertation/participation   | X                 |
| Contrôle du rapport annuel sur le prix et la qualité du service public produit par le concessionnaire et transmission à la Métropole au plus tard le 30 juin de l'année N+1   |   | X                 |
| <b>Gestion via un syndicat (SYMIELECVAR)</b>  |   |                   |
| Désignation des délégués appelés à siéger dans les instances du syndicat au titre de la compétence « électricité » dès le 1er janvier 2018 (mécanisme de représentation –substitution) et versement d'une contribution budgétaire au syndicat au titre de la compétence « Electricité » | X   |                   |
| Passation d'une convention afin de maintenir une gestion à titre transitoire de la compétence « Gaz » par le SYMIELECVAR (pour les communes concernées)   | X   |                   |
| Gestion des relations avec le syndicat  | X   | X<br>Appui humain |
| Prise en charge des obligations des communes membres pour le règlement en annuités des participations aux travaux d'extension, renforcement et enfouissement de réseaux   | X   |                   |

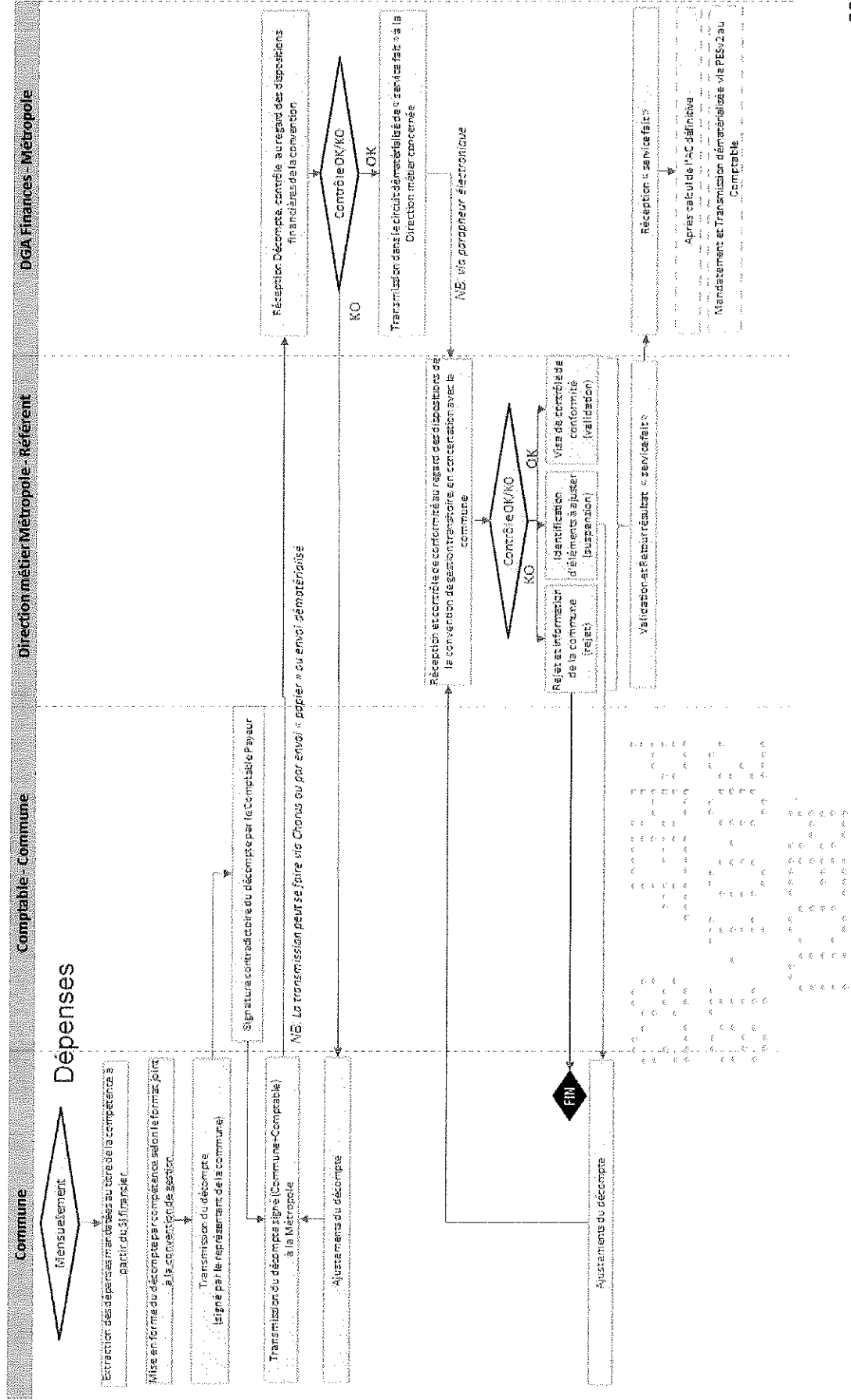
## Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains

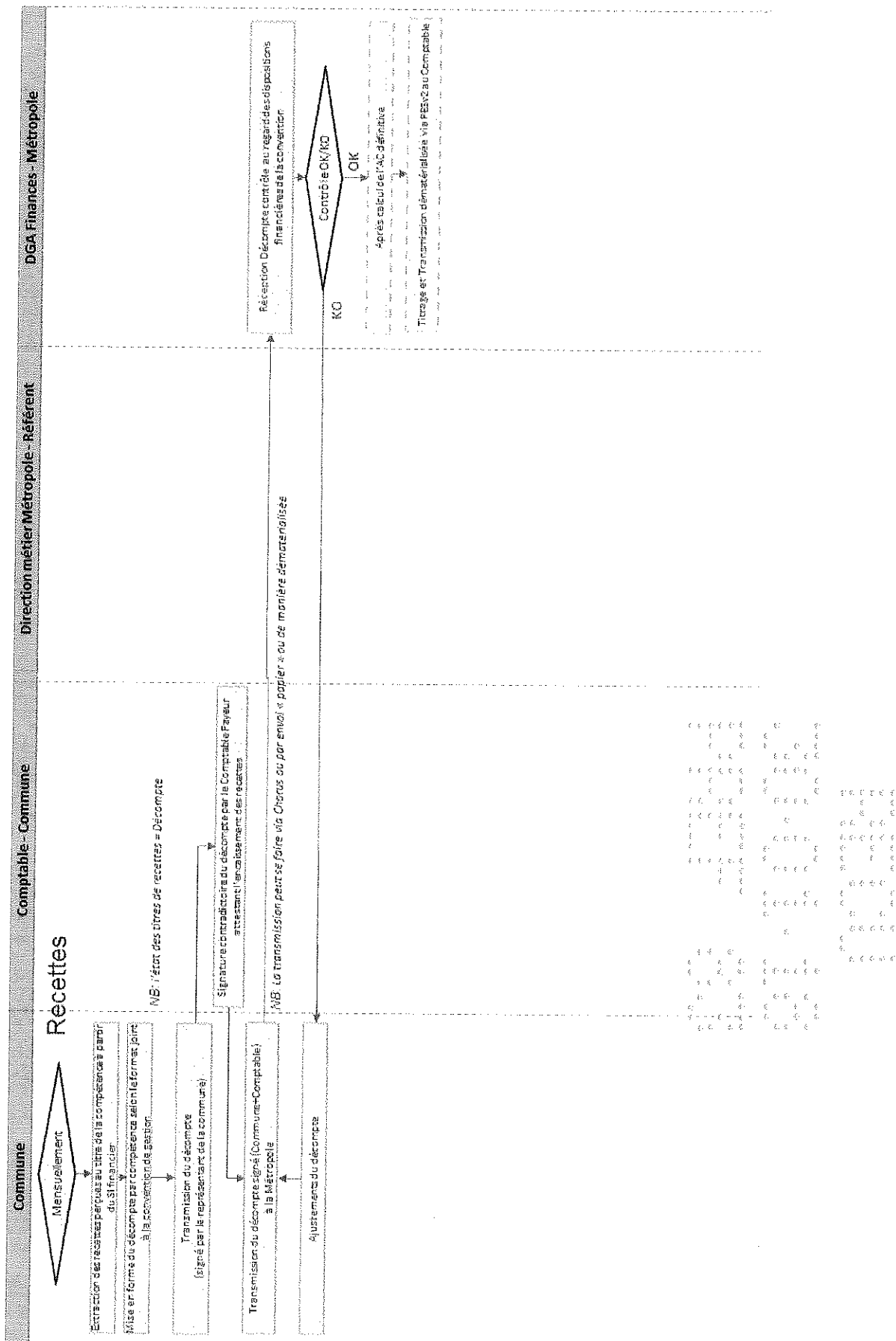
|  | <i>Métropole</i>  | <i>Commune</i> |
|--|---|----------------|
| Signature des actes nécessaires à l'exécution de la convention de délégation de service public                                   | X<br>Validation préalable de la métropole                                 | X              |
| Activités de contrôle de la délégation   |   | X              |
| Délivrance des autorisations d'exports de chaleur demandés par le délégataire  |   | X              |
| Contrôle de l'exécution des travaux  | X<br>Participation éventuelle aux réunions de réception à leur achèvement | X              |
| Formulation d'avis sur les polices d'abonnement proposées par le délégataire et la signature du bordereau d'information          |   | X              |
| Gestion des relations contractuelles avec le délégataire   | X<br>concertation/participation   | X              |
| Contrôle du rapport d'activité du délégataire 2017 et 2018 et transmission à la Métropole au plus tard le 30 juin de l'année N+1 |   | X              |

## Création, gestion et extension des crématoriums

|  | <i>Métropole</i>  | <i>Commune</i> |
|--|---|----------------|
| Signature de tous les actes nécessaires à l'exécution de la convention de délégation de service public                           | X<br>Validation préalable de la métropole                                 | X              |
| Activités de contrôle de la délégation   |   | X              |
| Contrôle de l'exécution des travaux  | X<br>Participation éventuelle aux réunions de réception à leur achèvement | X              |
| Gestion des relations contractuelles avec le délégataire   | X<br>concertation/participation   | X              |
| Contrôle du rapport d'activité du délégataire 2017 et 2018 et transmission à la Métropole au plus tard le 30 juin de l'année N+1 |   | X              |

## Annexe N°2 : Processus de transmission et de contrôle des décomptes







### **Annexe N°3 : Maquette de décompte**

Un onglet par compétence détaillé sur chacune des sections, au chapitre et à l'article

Commune de XXX - Compétence "PLU" - Décompte du XX/XX/XX au XX/XX/XX

30/10/2017

| Dépense ou Recette                                     | Chapitre                     | Article                    | Fonction (M1a)   | N° de matériel / titre | Fournisseur        | Marché / convention                      | Libellé de la dépense / recette | Montant mandat / titre   | Date paiement/encaissement           |
|--|------------------------------|----------------------------|--|------------------------|--------------------|--|---------------------------------|--|--------------------------------------|
| Dépense ou Recette<br>(D pour Dépense/ R pour Recette) | N° du chapitre<br>budgétaire | N° d'article<br>budgétaire | Code fonction auquel la<br>dépense ou recette se<br>rapporte | N° de pièce            | Nom du fournisseur | N° et intitulé du marché<br>/ convention | Objet de la<br>dépense/recette  | Montant total<br>mandaté ou tiré ou<br>chapitre et à l'article | À remplir per le<br>comptable public |
| <b>D</b>   |                              |                            |  |                        |                    |  | <b>TOTAL FONCTIONNEMENT</b>     | <b>41 226,25</b>   |                                      |
| D  | 011                          |                            |  |                        |                    |  |                                 | 21 674,34  |                                      |
| D  |                              | 60612                      | 64   |                        |                    |  |                                 | 1 400,00   | 30-juin-18                           |
| D  |                              | 60623                      | 64   |                        |                    |  |                                 | 18 673,42  | 30-juin-18                           |
| D  |                              | 60631                      | 64   |                        |                    |  |                                 | 1 600,92   | 30-juin-18                           |
| D  | 012                          |                            |  |                        |                    |  |                                 | 19 551,91  |                                      |
| D  |                              | 64111                      | 64   |                        |                    |  |                                 | 4 299,03   | 30-juin-18                           |
| D  |                              | 64112                      | 64   |                        |                    |  |                                 | 15 252,88  | 30-juin-18                           |
| D  |                              |                            |  |                        |                    |  |                                 |  |                                      |
| D  |                              |                            |  |                        |                    |  |                                 |  |                                      |
| <b>D</b>   |                              |                            |  |                        |                    |  | <b>TOTAL INVESTISSEMENT</b>     | <b>31 606,45</b>   |                                      |
| D  | 20                           |                            |  |                        |                    |  |                                 | 1 650,00   |                                      |
| D  |                              | 2031                       | 64   |                        |                    |  |                                 | 1 500,00   | 30-juin-18                           |
| D  |                              | 2033                       | 64   |                        |                    |  |                                 | 150,00   | 30-juin-18                           |
| D  | 21                           |                            |  |                        |                    |  |                                 | 30 046,45  |                                      |
| D  |                              | 2138                       | 64   |                        |                    |  |                                 | 21 524,30  | 30-juin-18                           |
| D  |                              | 2158                       | 64   |                        |                    |  |                                 | 8 522,15   | 30-juin-18                           |

Le Maire de la Commune de XXX,  
(signature)

Certifié conforme, le Comptable Public  
(signature)

[illegible]

**Convention de gestion transitoire pour la compétence EAU faisant l'objet d'un Budget  
Annexe**

**Entre :**

La Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée représentée par son Président en exercice, **Monsieur Hubert FALCO**, dûment habilité par une délibération du conseil communautaire n°17/12/1 du 19 décembre 2017, substituée de plein droit à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 par la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

Ci-après désignée « La Métropole »

**D'UNE PART,**

**Et :**

La Commune d'Ollioules représentée par son Maire en exercice, **Monsieur Robert BENEVENTI** dûment habilité par une délibération du conseil municipal n°XXXXXXX en date du .... décembre 2017,

Ci-après désignée « La Commune »

**D'AUTRE PART,**

**Il est préalablement exposé ce qui suit :**

En vertu du décret ministériel n°2017/XX en date du ..... 2017, la métropole Toulon Provence Méditerranée sera créée à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 et devra exercer à cette date l'ensemble des compétences prévues à l'article L 5217-2 du code général des collectivités territoriales.

**Vu** le Code général des collectivités territoriales notamment ses articles L. 5217-2, L. 5215-27 ;

**Considérant** cependant que la Métropole ne possède pas encore les moyens nécessaires pour l'exercice d'une partie de ses compétences dès lors que l'exercice effectif de celles-ci par la Métropole implique la mise en place d'une organisation administrative et opérationnelle lourde et complexe ;

**Considérant** en outre, que les actes juridiques nécessaires au transfert des personnels ayant vocation à rejoindre les effectifs de la Métropole au titre du transfert des compétences en cause ne pourront recevoir plein effet avant la date du 1<sup>er</sup> janvier 2019 ;

**Considérant** dès lors que, dans l'attente de la mise en place de cette organisation pérenne, il apparaît nécessaire d'assurer la continuité du service public jusqu'à ce que la Métropole soit en mesure de réaliser par ses moyens propres l'intégralité des missions concourant à l'exercice des compétences en cause ;

**Considérant** à cet égard que seules les Communes sont en mesure de garantir cette continuité, en accomplissant de manière temporaire au nom et pour le compte de la Métropole les actes matériels nécessaires à l'exercice des compétences transférées.

Une telle convention peut ainsi être conclue entre la Métropole et les Communes aux fins de leur confier, pour son compte, la gestion courante des services relevant de ses attributions dans l'attente de la mise en place d'une organisation pérenne.

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

## **ARTICLE 1 – OBJET**

Conformément à l'article L 5217-7 du CGCT, la Métropole confie à la Commune à titre exceptionnel et transitoire, la gestion technique, humaine et matérielle des compétences énumérées à l'article 4 ci-après.

La présente convention a pour objet de définir les conditions et les modalités selon lesquelles la Métropole confie la gestion technique, humaine et matérielle de ces services à la Commune.

## **ARTICLE 2 – CADRE JURIDIQUE DE LA CONVENTION**

La présente convention est une convention de gestion conclue sur le fondement des dispositions conjointes du I de l'article L. 5217-7 et de l'article L. 5215-27 du Code général des collectivités territoriales.

L'article L 5215-27 du code général des collectivités territoriales prévoit la possibilité de confier à l'une des Communes membres la gestion d'un équipement qui relève de sa compétence : *« La communauté urbaine (la Métropole) peut confier, par convention avec la ou les collectivités concernées, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions à une ou plusieurs Communes membres, à leurs groupements ou à toute collectivité territoriale ou établissement public. Dans les mêmes conditions, ces collectivités peuvent confier à la communauté urbaine la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de leurs attributions ».*

En outre, dans la mesure où elle organise une relation interne au secteur public, et dans la mesure où cette convention ne s'exerce pas sur un marché concurrentiel, elle est exempte de toute procédure de publicité et de mise en concurrence.

## **ARTICLE 3 : DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention est conclue pour une durée maximale de un (1) an, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

## **ARTICLE 4 : MISSIONS CONFIEES A LA COMMUNE**

La Métropole confie à la commune la gestion technique, humaine et matérielle sur son territoire des compétences suivantes pour son compte et en liaison avec elle :

- Service public d'eau potable.

Par application de l'article L.2224-7 du CGCT on entend par service d'eau potable *« Tout service assurant tout ou partie de la **production** par captage ou pompage, de la **protection du point de prélèvement**, du **traitement**, du **transport**, du **stockage** et de la **distribution d'eau destinée à la consommation humaine** est un service d'eau potable ».*

Les missions essentielles des services sont listées en annexe 1.

## **ARTICLE 5 : MODALITES D'EXECUTION**

La Commune s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la bonne exécution des missions qui lui sont confiées, dans le respect des dispositions de la présente convention.

Les missions exercées par la Commune à titre transitoire s'appuieront notamment sur :

- Les prestations exercées en régie par la Commune par du personnel affecté par celle-ci à l'exercice de ces missions ;
- Les moyens matériels nécessaires à leur exercice ;
- Le cas échéant, les contrats transférés à la Métropole et, au besoin, les marchés communaux transversaux.

### **5.1 Moyens humains affectés aux missions**

La Commune demeure l'employeur du personnel qui assure l'exercice des missions objets de la présente convention et qui demeure par conséquent sous l'autorité hiérarchique et fonctionnelle du Maire.

Au début de l'exercice de leurs missions, la Commune fait connaître à la Métropole les personnels affectés à l'exercice des missions faisant l'objet de la présente convention de gestion transitoire.

A l'expiration de la présente, le personnel sera transféré à la Métropole ou mis à disposition dans les conditions prévues par la législation en vigueur et selon les modalités précisées en 2018 entre la Métropole et la Commune pour assurer l'organisation opérationnelle des services.

Au cours de l'exercice 2018, les recrutements et les passages en comité technique doivent faire l'objet d'une validation préalable du Président de la Métropole ou de son représentant. Les autres types d'évolution des équipes en charge des missions objet de la présente convention (évolution de carrière, sanctions, etc.) doivent faire l'objet d'une simple information de la Métropole.

La Métropole s'engage à apporter ses observations sous un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande émanant de la Commune après concertation entre les services concernés des deux parties. En l'absence de réponse de la Métropole, la position de cette dernière sera jugée comme favorable.

### **5.2. Patrimoine**

Les biens nécessaires à l'exercice des compétences transférées au 1<sup>er</sup> janvier 2018 et visées à l'article 4 de la présente convention sont transférés à la Métropole.

Afin d'assurer la gestion des services objets de la présente convention, la Commune est autorisée à utiliser les biens meubles et immeubles nécessaires à l'exercice des compétences transférées à la Métropole qui sont déjà sa propriété ou qui le deviendront au cours de l'exercice de la présente.

La Commune doit assurer l'entretien, la propreté, la maintenance des biens et ouvrages relevant des services dont elle assure la gestion dans le cadre de la convention

### **5.3. Actes, contrats, marchés**

La Commune assure le suivi, la gestion et l'exécution administrative et technique de tous les contrats transférés, y compris les marchés publics, afférents aux missions dont l'exercice lui est confié par la présente convention. Toutefois, tout avenant ou modification à ces actes, ainsi que les commandes,

les ordres de service de démarrage et les décisions de réception, devront être signés par la Métropole.

Lorsqu'un nouveau marché public s'avère nécessaire au cours de l'exécution de la présente convention, la Commune sollicite l'accord du Président de la Métropole ou son représentant. A cet effet, dans le cadre d'une procédure de commande publique et en concertation avec la Métropole, la Commune assure la préparation, la production des pièces (projet de contrat et pièces afférentes) et le suivi tant des procédures de passation que du suivi technique desdits actes. La décision d'attribution du marché est adoptée par la Métropole qui a également seule compétence pour signer tout marché.

La Métropole est invitée systématiquement aux opérations de réception des travaux et notamment aux réunions de réception à leur achèvement. Pour les bâtiments réalisés par des tiers et qui relèvent de la compétence exercée par la Commune pour le compte de la Métropole la réception sera coordonnée entre le tiers, la Commune et la Métropole. La Métropole peut formuler des réserves et plus largement formuler tout acte que peut formuler le maître d'ouvrage de manière notamment à garantir au service la faculté d'engager les garanties et responsabilités des cocontractants. La commune apporte son expertise et connaissance des ouvrages et s'engage à s'assurer de la bonne prise en compte de ces demandes de la Métropole. »

La Métropole pourra confier la réalisation d'une opération à la Commune dans le cadre d'une convention de mandat précisant les modalités d'exécution.

#### **ARTICLE 6 : DISPOSITIONS FINANCIERES**

Pour l'exercice des missions et compétences objet de la présente, les dépenses et les recettes sont comptabilisées dans les budgets annexes de la Métropole dans le respect des règles de la comptabilité publique.

##### **6.1. Dépenses**

La Métropole s'acquitte des impôts taxes et redevances associés ainsi que de la TVA lorsqu'elle est imposée. S'il y a lieu la Métropole procède aux déclarations de TVA auprès des services fiscaux pour les secteurs assujettis à TVA sur la base des documents préparatoires produits par la Commune. Les emprunts seront transférés à la Métropole au 1er janvier 2018 qui assurera le paiement des échéances.

Toutes les dépenses occasionnées dans le cadre de l'exécution de la présente convention (en dehors des dépenses de personnel, d'assurance, de taxes ou d'autres dépenses diverses nécessaires à l'exécution des missions exposées et décaissées par la Commune traitées ci-après) sont imputées sur le budget de la Métropole.

La Commune est chargée de l'organisation des opérations d'instruction et de validation préalables au paiement des dépenses tirées de l'exercice des missions données en gestion. Elle est garante de la qualité de la base de données ainsi que de la sincérité des dépenses effectuées. La Commune informe les prestataires de la Métropole de ces éléments.

La Commune s'acquitte sur son budget principal du paiement des dépenses de personnel, d'assurance, de taxes ou d'éventuelles autres dépenses diverses nécessaires à l'exécution des missions exposées et décaissées par la Commune (sont principalement visées les dépenses liées à des marchés transversaux non transférés à la Métropole mais nécessaires à l'exécution du service).

Ces dépenses sont remboursées à la Commune par la Métropole dans les conditions prévues au 6.3. et 6.4. de la présente convention.

## **6.2. Recettes**

Les recettes issues de la facturation aux usagers ainsi que l'ensemble des autres recettes (redevances d'occupation du domaine public, frais de contrôle, etc.) sont perçues par la Métropole. La Métropole est chargée d'assurer l'émission des titres. L'encaissement et le recouvrement sont assurés par le comptable public de la Métropole.

La Commune est chargée de l'organisation des opérations d'instruction et de facturation préalables à l'exécution des recettes tirées de l'exercice des missions données en gestion. Elle est garante de la qualité de la base de données et de la conformité des rôles. Lorsque le service est géré dans le cadre d'une concession ou d'une délégation de service public, la Commune informe le concessionnaire ou le délégataire.

Lorsque la Commune perçoit en 2018 une recette au titre de l'exercice 2018 concernant les compétences visées à l'article 4 de la présente convention, elle est reversée à la Métropole. Inversement, lorsque la Métropole perçoit une recette portant sur les compétences transférées au titre des exercices antérieurs à leurs transferts, elle la reverse à la Commune.

La Commune identifie les subventions auxquelles le projet est éligible, assure la préparation, la production des pièces de la demande et le suivi de la procédure. La Métropole assure la signature des demandes de subvention. Les subventions sont versées directement à la Métropole. La Métropole conserve la possibilité de solliciter directement des subventions et en informe la Commune concernée.

## **6.3. Décompte**

Un décompte par compétence des dépenses mandatées par la Commune visées à l'article 6.1 et des recettes, le cas échéant, pour les missions confiées dans le cadre de la présente convention est transmis mensuellement à la Métropole sous forme de fichier Excel (Annexe 3).

Ces décomptes doivent être certifiés par l'ordonnateur et le comptable ayant exécuté la dépense.

Concernant la refacturation des dépenses des personnels, un état liquidatif établi par l'ordonnateur faisant mention des noms des employés communaux, de la période concernée, des indices ou tarifs horaires de chacun d'eux et du montant à rembourser, toutes charges comprises, devra également être transmis. Le double de ce relevé doit être joint au mandat de paiement du service débiteur.

Le comptable de la Métropole pourra exercer le droit d'évocation des pièces justificatives auprès des comptables publics concernés dans le cadre de contrôles ou en tant que de besoin. La délibération autorisant la conclusion de la convention et des conventions signées par les ordonnateurs concernés devront être transmis au comptable de la Métropole.

Ces décomptes font l'objet d'un contrôle de conformité par la Métropole dans les conditions précisées à l'annexe 2. En cas de désaccord, les dispositions de l'article 12 s'appliquent.

Il est procédé à l'arrêté des comptes selon le calendrier de clôture propre à la Métropole et, le cas échéant, aux régularisations comptables nécessaires. Conformément à la rubrique 419422 de l'annexe au décret n°2016 -33 du 20 janvier 2016, la Commune transmettra à la Métropole un

décompte des opérations réalisées depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018. Ce décompte devra préciser l'état de restes à réaliser.

#### **6.4 : Remboursement**

Les dépenses visées à l'article 6.1 exposées et décaissées par la Commune pour assurer la gestion du service conformément aux missions qui lui sont confiées font l'objet d'un remboursement à l'euro près par la Métropole sur la durée de la convention.

La Commune émet un titre de recettes à l'encontre de TPM pour le montant du remboursement.

Ce remboursement sera effectué mensuellement dans la limite du budget annexe voté par la Métropole pour l'exercice 2018. Ce remboursement est effectué au plus tard dans les 30 jours suivants la date de réception du décompte visé à l'article 6.3 en l'absence de désaccord entre les parties à l'issue du contrôle de conformité. Les désaccords entre les parties doivent être réglés sous 30 jours.

#### **ARTICLE 7 : RESPONSABILITES - ASSURANCES**

La Commune est responsable à l'égard de la Métropole et des tiers des éventuels dommages de tous ordres résultant de ses obligations ou du non-respect de ses obligations dans le cadre de la présente convention.

La Commune s'engage à souscrire toute police d'assurance garantissant sa responsabilité civile dans le cadre de l'exécution des missions confiées au titre de la présente convention.

Il est également convenu que l'intégralité des biens meubles et immeubles associés aux équipements et aux services énumérés à l'article 4 de la présente convention continuera d'être assurée par la Commune. Spécialement, elle maintiendra sa garantie contre tous les dommages susceptibles d'affecter les biens visés à l'article 5.2. et continuera à contracter tous les contrats la garantissant contre les risques inhérents à l'utilisation des biens mobiliers, appartenant ou mis à disposition de la Métropole.

La Commune transmettra à la Métropole les attestations correspondantes.

La Commune s'engage à payer les primes d'assurance correspondantes et à assurer le suivi des éventuels dossiers « sinistres » (déclaration, gestion des relations avec l'assureur et les experts, état des pertes, encaissement des indemnités sous déduction des franchises et des limitations de garantie). Elle réalisera les travaux de réparation / reconstruction nécessaires.

La Métropole remboursera les primes d'assurance correspondantes qui lui seront transmises par la Commune dans le cadre des décomptes visés à l'article 6.4 et dans le respect des principes de l'article 6.1.

La Commune certifie par ailleurs qu'elle a souscrit une police d'assurance garantissant sa responsabilité civile au titre des activités couvertes par la présente convention. Elle s'engage à maintenir cette assurance en vigueur pendant toute la durée de la convention.

## **ARTICLE 8 : INFORMATION ET COORDINATION**

Aux fins d'une bonne coordination entre les parties, la Métropole pourra se rapprocher de la Commune ou la Commune de la Métropole afin de recueillir les informations liées à l'exécution de la présente convention ainsi qu'à la gestion des compétences que la Métropole assurera à l'échéance.

La Commune adressera à la Métropole, dans les six mois de la clôture de l'exercice concerné, un rapport d'activité synthétique.

## **ARTICLE 9 : TRANSFERTS DE BIENS, DROITS ET OBLIGATIONS A L'ISSUE DE LA CONVENTION**

La Commune s'engage à tout mettre en œuvre dans le but de préparer dans les meilleures conditions possibles le transfert des biens, droits et obligations, conformément aux dispositions des articles L 5215-28 et L 5217-5 du CGCT en vertu desquelles les immeubles et meubles du domaine public des Communes affectés aux compétences transférées font l'objet d'un transfert définitif de propriété au profit de la Métropole.

La commune établira la liste des biens à transférer. En tout état de cause, les états d'inventaire communaux devront être mis en conformité avec les états d'actifs du comptable public préalablement à la rédaction des procès-verbaux de mise à disposition.

## **ARTICLE 10 : RESILIATION**

La présente convention pourra être résiliée d'un commun accord entre les deux parties ou en cas d'inexécution de ses obligations par l'une des parties.

Dans les deux cas, un préavis de trois mois après réception d'une lettre recommandée avec accusé de réception, devra être respecté.

En cas de résiliation, il est procédé dans les meilleurs délais à un constat contradictoire des missions effectuées par la Commune et des travaux éventuellement réalisés. Le constat contradictoire fait l'objet d'un procès-verbal qui précise notamment les mesures conservatoires que la Commune doit prendre pour assurer la conservation et la sécurité des prestations et travaux effectués. Il indique enfin le délai dans lequel la Commune doit remettre à la Métropole l'ensemble des pièces et données relatives aux missions confiées.

## **ARTICLE 11 : FIN DE LA CONVENTION**

A l'issue de la présente convention, et sans préjudice des dispositions de la présente convention, la Commune remet à la Métropole :

- Les biens mis à disposition (y compris renouvelés) en l'état de leur transfert au 1er janvier 2018, la liste des biens et les PV de mise à disposition,
- La base des abonnés à jour, le cas échéant,
- Les plans de réseaux à jour ainsi que l'ensemble des documents et actes nécessaires à la gestion des équipements réalisés (plans de récolement, PV de réception, etc.),
- L'ensemble des données informatiques (bases de données, fichiers, informations géographiques...) nécessaires à l'exercice de la compétence,
- Copie des pièces relatives à la passation et l'exécution et de tous les contrats en cours avec les tiers pour l'exercice de la présente convention.



## **ARTICLE 12 : ATTRIBUTIONS JURIDICTIONNELLES**

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige portant sur l'interprétation et/ou l'exécution de la présente convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre le différend à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec des voies amiables de résolution, toute action contentieuse doit être soumise au tribunal administratif de Toulon.

## **ARTICLE 13 : ANNEXES**

La présente convention comprend trois annexes :

Annexe 1 : Répartition des rôles entre la Métropole et la Commune en 2018 sur le périmètre des actions dévolues aux Communes à titre transitoire

Annexe 2 : Processus de traitement des décomptes en dépense et en recette

Annexe 3 : Maquette de décompte

Ces annexes font partie intégrante de la présente convention.

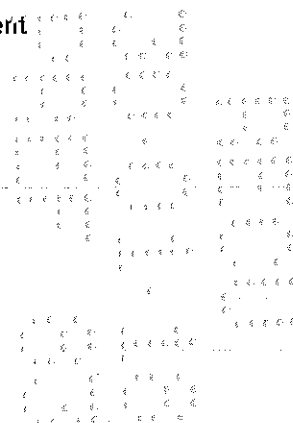
Fait à Toulon, le .... décembre 2017

Pour la Commune d'Ollioules ,

Pour la Métropole,

Le Maire

Le Président

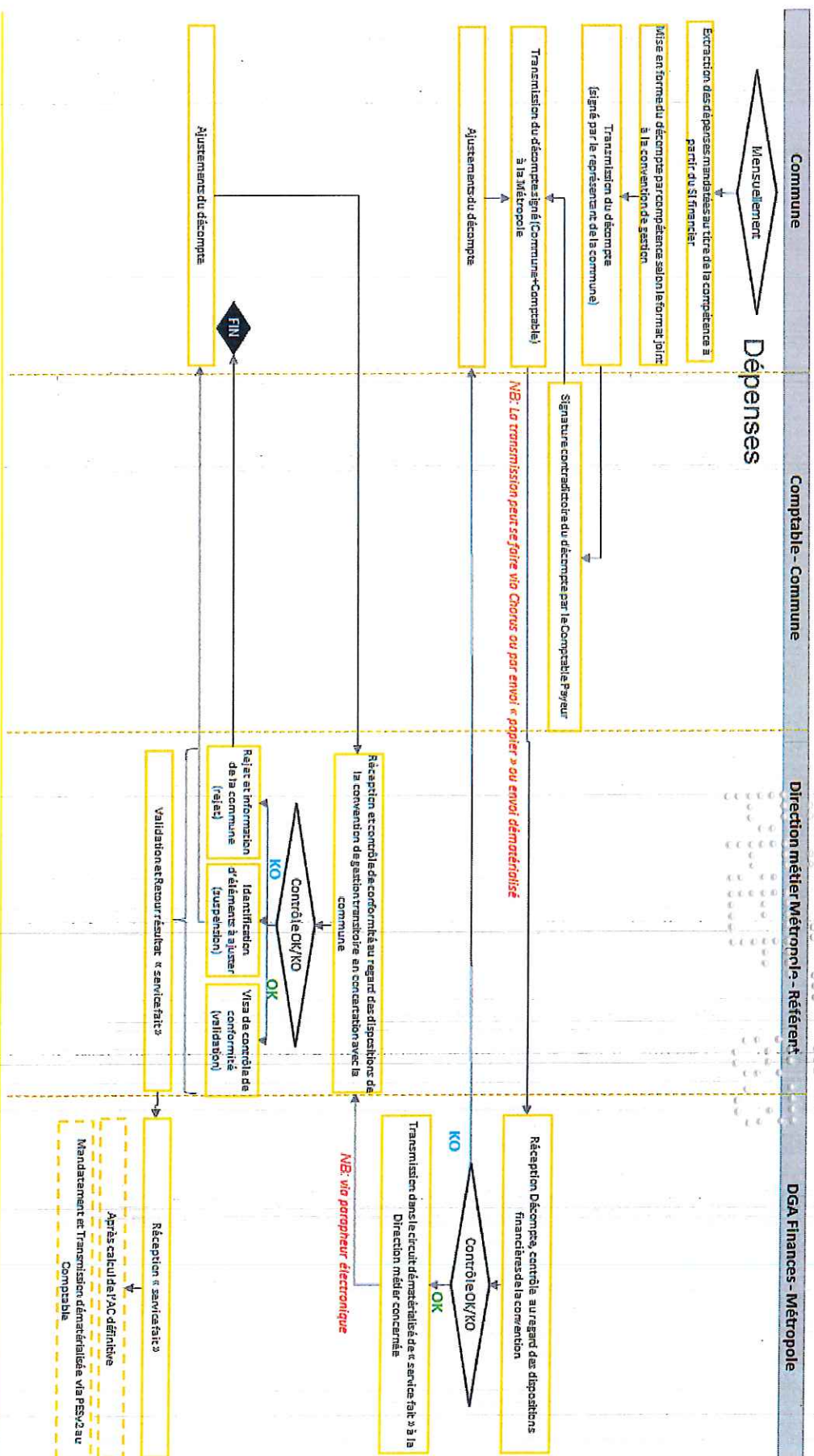


**Annexe N°1 : Répartition des rôles en 2018 sur le périmètre des actions  
dévolues aux communes à titre transitoire**

**Eau potable**

|   | <i><b>Métropole</b></i>  | <i><b>Commune</b></i> |
|---|--|-----------------------|
| Elaboration/ modification du schéma de distribution déterminant les zones pour lesquelles elle est soumise à une obligation de desserte (descriptif détaillé des ouvrages de transport et de distribution d'eau potable, assorti d'un plan et d'un inventaire détaillé) | X  | X<br>Participation    |
| <b>Gestion en DSP</b>   |  |                       |
| Signature de tous les actes nécessaires à l'exécution de la convention de délégation de service public hors OS de démarrage, de réception et avenant financier (signés par la métropole)  | X  | X                     |
| Contrôle de l'exécution des travaux   | X<br>Participation aux réunions de réception à leur achèvement | X                     |
| Gestion des relations contractuelles avec le délégataire  | X<br>concertation/participation                                | X                     |
| Contrôle du rapport d'activité du délégataire 2017 et 2018 et transmission à la Métropole au plus tard le 30 juin de l'année N+1  |  | X                     |
| Rédaction du rapport sur le prix et la Qualité du service   | X pour 2018  | X pour 2017           |
| <b>Gestion via un syndicat (SIAECRET et le SIAEP)</b>   |  |                       |
| Passation d'une convention afin de maintenir une gestion à titre transitoire de la compétence « Eau » avec le SIAEP de Sanary Bandol  | X  |                       |
| Désignation des délégués appelés à siéger dans les instances du SIAECRET et versement d'une contribution budgétaire   | X  |                       |
| Gestion des relations avec le syndicat  | X  | X<br>Appui humain     |

## Annexe N°2 : Processus de transmission et de contrôle des décomptes





## Annexe N°3 : Maquette de décompte

Un onglet par compétence détaillé sur chacune des sections, au chapitre et à l'article

Commune de XXX - Compétence "PIU" - Décompte du XX/XX/XX au XX/XX/XX

30/10/2017

| Dépense ou Recette                                      | Chapitre                     | Article                    | Fonction (M14)   | N° de mandat / titre | Fournisseur        | Monté / convention                       | Libellé de la dépense / recette | Montant mandat / titre   | Date d'engagement / mandat           |
|---|------------------------------|----------------------------|--|----------------------|--------------------|--|---------------------------------|--|--------------------------------------|
| Dépense ou Recette<br>(0 pour Dépense / R pour Recette) | N° du chapitre<br>budgétaire | N° d'article<br>Budgétaire | Code fonction auquel la<br>dépense ou recette se<br>rapporte | N° de pièce          | Nom du fournisseur | N° et intitulé du marché<br>/ convention | Objet de la<br>dépense/recette  | Montant total<br>mandaté ou tiré ou<br>chapitre et à l'article | À remplir par le<br>comptable public |
| D   |                              |                            |  |                      |                    |  | <b>TOTAL FONCTIONNEMENT</b>     | <b>41 228,25</b>   |                                      |
| D   | 011                          |                            |  |                      |                    |  |                                 | 21 674,34  |                                      |
| D   |                              | 60612                      | 64   |                      |                    |  |                                 | 1 400,00   | 30 juin-18                           |
| D   |                              | 60623                      | 64   |                      |                    |  |                                 | 18 673,42  | 30 juin-18                           |
| D   |                              | 60631                      | 64   |                      |                    |  |                                 | 1 600,92   | 30 juin-18                           |
| D   | 012                          |                            |  |                      |                    |  |                                 | 19 551,91  |                                      |
| D   |                              | 64111                      | 64   |                      |                    |  |                                 | 4 299,03   | 30 juin-18                           |
| D   |                              | 64112                      | 64   |                      |                    |  |                                 | 15 252,88  | 30 juin-18                           |
| D   |                              |                            |  |                      |                    |  | <b>TOTAL INVESTISSEMENT</b>     | <b>31 698,46</b>   |                                      |
| D   | 20                           |                            |  |                      |                    |  |                                 | 1 650,00   |                                      |
| D   |                              | 2031                       | 64   |                      |                    |  |                                 | 1 500,00   | 30 juin-18                           |
| D   |                              | 2033                       | 64   |                      |                    |  |                                 | 150,00   | 30 juin-18                           |
| D   | 21                           |                            |  |                      |                    |  |                                 | 30 048,46  |                                      |
| D   |                              | 2138                       | 64   |                      |                    |  |                                 | 21 524,30  | 30 juin-18                           |
| D   |                              | 2158                       | 64   |                      |                    |  |                                 | 8 522,15   | 30 juin-18                           |

Le Maire de la Commune de XXX,  
(signature)

Certifié conforme, le Comptable Public  
(signature)



**COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR**  
**DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES**

**N° 18/01/5.2**

**SEANCE DU 29 JANVIER 2018**  
**L'AN DEUX MILLE DIX HUIT ET LE VINGT NEUF JANVIER à 18 HEURES**

| NOMBRE DE CONSEILLERS |          |               |           |
|-----------------------|----------|---------------|-----------|
| EN EXERCICE           | PRESENTS | REPRESENTE(S) | ABSENT(S) |
| 33                    | 28       | 4             | 1         |

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

**PRESENTS :**

Robert BENEVENTI, Nicole BERNARDINI, Michel THULIER, Ginette AUDIGIER, Geneviève BARBIER, Robert TEYSSIER, Monique MACIA, Dominique RIGHI, Jeannine BAUDRAND, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Hélène REZE, Jean-Louis PIERACCINI, Florence GARRONE, Antoine VACCARO, Marie-Dominique GABRIELLI, Michel OLLAGNIER, Carine BESSON, Christine DEL NERO, Pascale COGOTTI, Katell LE BLEIZ, Julien ROCCHIA, Ghislaine DESGREES DU LOU, Thierry AKSOUL, Nicole MARCHESI, Armand FIGUEREDO, Régis BRUN, Jean-Pierre RE.

**REPRESENTE(S) :**

Annick BUISSON-ETIENNE, Robert ARPINO, Didier MARTINA-FIESCHI, Stanislas ROQUEBERT.

**ABSENT(S) :**

Gérald LERDA,

-0-0-0-0-0-

**OBJET : Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'assainissement – Exercice 2016**

L'article L 5211-39 du Code Général des Collectivités Territoriales impose à tout établissement public et de coopération intercommunale de présenter à ses communes membres un rapport d'activités pour l'année écoulée.

Ce rapport qui ne donne pas lieu à vote doit être présenté en séance du conseil municipal. Ce document de synthèse traduit avec fidélité, détail et qualité les compétences exercées par le syndicat et les moyens subséquents mis en œuvre.

L'ASSEMBLEE,

Vu l'article L 5211-39 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant le rapport d'activités de la communauté d'agglomération TPM,

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,  
APRES DELIBERE,

PREND acte du rapport d'activités de la communauté d'agglomération TPM concernant l'exercice 2016.

**LE MAIRE**  
**Robert BENEVENTI**



**COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR**  
**DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES**

**N° 18/01/5.3**

**SEANCE DU 29 JANVIER 2018**

**L'AN DEUX MILLE DIX HUIT ET LE VINGT NEUF JANVIER à 18 HEURES**

| NOMBRE DE CONSEILLERS |          |               |           |
|-----------------------|----------|---------------|-----------|
| EN EXERCICE           | PRESENTS | REPRESENTE(S) | ABSENT(S) |
| 33                    | 28       | 4             | 1         |

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

**PRESENTS :**

Robert BENEVENTI, Nicole BERNARDINI, Michel THUILIER, Ginette AUDIGIER, Geneviève BARBIER, Robert TEYSSIER, Monique MACIA, Dominique RIGHI, Jeannine BAUDRAND, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Hélène REZE, Jean-Louis PIERACCINI, Florence GARRONE, Antoine VACCARO, Marie-Dominique GABRIELLI, Michel OLLAGNIER, Carine BESSON, Christine DEL NERO, Pascale COGOTTI, Katell LE BLEIZ, Julien ROCCHIA, Ghislaine DESGREES DU LOU, Thierry AKSOUL, Nicole MARCHESI, Armand FIGUEREDO, Régis BRUN, Jean-Pierre RE.

**REPRESENTE(S) :**

Annick BUISSON-ETIENNE, Robert ARPINO, Didier MARTINA-FIESCHI, Stanislas ROQUEBERT.

**ABSENT(S) :**

Gérald LERDA,

|                               |                          |                           |  |
|-------------------------------|--------------------------|---------------------------|--|
| <b><u>VOTE :</u></b>          |                          |                           |  |
| <b><u>UNANIMITE :</u></b> OUI | <b><u>POUR :</u></b>     | <b><u>CONTRE(S) :</u></b> |  |
| <b><u>ABSTENTION(S) :</u></b> | <b><u>BLANC(S) :</u></b> |                           |  |

**OBJET : Adhésion de la commune de RIANs au SIVAAD**

Madame Carine BESSON, conseillère municipale informe l'Assemblée que par courrier du 15 décembre 2017, Madame la Présidente du SIVAAD nous a transmis la délibération du syndicat approuvant l'adhésion de la commune de RIANs.

Cette décision doit être soumise au conseil municipal pour approbation, c'est l'objet de la présente délibération.

L'ASSEMBLEE,

Vu l'arrêté du 8 septembre 1983 de Monsieur le Commissaire de la République portant création du SIVAAD,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 5211-18 et L 5211-19,

Vu les statuts du SIVAAD et notamment son article 14,

Vu la délibération du conseil municipal de RIANs en date du 15 juin 2017 demandant son adhésion au SIVAAD,

APPROUVE l'adhésion de la commune de RIANs au SIVAAD.

**LE MAIRE**  
**Robert BENEVENTI**